

# Un siècle de recherche sur le monde du travail: un regard historique sur la *Revue internationale du Travail*, 1921-2021<sup>1</sup>

Dorothea HOEHTKER\*

---

**Résumé.** Cet article est consacré à l'histoire de la *Revue internationale du Travail*, publication périodique majeure de l'Organisation internationale du Travail (OIT), créée en 1921, en vertu de l'article 396 du Traité de Versailles de 1919. L'autrice examine, sous divers angles, la transformation de la *Revue*, périodique institutionnel polyvalent devenu revue académique moderne, notamment son évolution institutionnelle, le rôle des rédacteurs qui l'ont dirigée et les profils de ses auteurs. Elle étudie la contribution de la *Revue* à d'importants débats académiques et politiques, ainsi que son rôle pour l'OIT, en situant dans une perspective historique le contenu, les sujets et le champ géographique de près de 3000 articles signés publiés à ce jour.

**Mots-clés:** histoire de l'OIT, centenaire de l'OIT, *Revue internationale du Travail*, publications du BIT, pluridisciplinarité, revues académiques.

---

## 1. Introduction

En 2021, la *Revue internationale du Travail* a bouclé cent ans d'existence. Ses origines remontent à 1919, lorsque le Traité de Versailles a créé la Société des Nations et l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'organisation dont émane la *Revue*. Dans la partie XIII du traité, devenue la première Constitution de l'OIT, il est dit que le BIT, secrétariat de l'Organisation, «rédigera et publiera

---

<sup>1</sup> Je tiens à remercier Benjamin Auberson de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève pour la création d'une base de données sur la *Revue* (voir note 3) et des graphiques inclus dans cet article. Je suis également reconnaissante à Patrick Bollé, Ivan Elsmark, Mark Lansky, Martha Loutfi, Maria Dolores Montero Cué et Gerry Rodgers pour avoir partagé des informations et des expériences liées à leur travail au sein de la *Revue* ou pour elle. Je remercie en particulier les réviseurs, et spécialement Peter Doeringer, pour leurs commentaires constructifs et leur contribution.

---

\* Chercheuse principale, BIT; hoehtker@ilo.org.

Les articles paraissant dans la *Revue internationale du Travail* n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le BIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

© Auteur(s), 2022.

© Compilation et traduction des articles: Organisation internationale du Travail, 2022.

en français et en anglais, et dans telle autre langue que le Conseil d'administration jugera convenable, un bulletin périodique consacré à l'étude des questions concernant l'industrie et le travail et présentant un intérêt international» (BIT, 1920a, p. 5). L'histoire de la *Revue* est étroitement liée à celle de l'OIT, qui est devenue la première institution spécialisée des Nations Unies (ONU) en 1946. Depuis toujours, le mandat de l'OIT a été de faire progresser la justice sociale et d'améliorer la situation économique et sociale des travailleurs du monde entier en créant et en adoptant des normes internationales du travail, en fournissant des informations, en effectuant des travaux de recherche sur un large éventail de questions sociales et économiques et en promouvant, par ses activités sur le terrain, la création d'emplois de qualité et le travail décent. L'OIT se distingue aussi des autres organisations internationales par sa structure tripartite unique en son genre, avec des organes qui rassemblent les représentants des entreprises, des travailleurs et des gouvernements.

Cette étude propose une vue d'ensemble du siècle d'existence de la *Revue*, depuis ses origines en 1921, lorsque son objectif principal était de partager des informations et des recherches directement pertinentes pour les mandats de l'OIT, jusqu'à la revue académique multidisciplinaire d'aujourd'hui, avec évaluation par des pairs, traitant de questions d'intérêt pour l'OIT, au sens le plus large, et qui jouit d'un fort degré d'autonomie institutionnelle et d'indépendance intellectuelle.

L'objet d'ensemble de la présente étude est de documenter et d'analyser cette transformation, ainsi que d'identifier les moteurs de l'évolution de la relation entre la *Revue* et l'OIT, tout au long d'une période de cent ans durant laquelle les contextes économiques, politiques et intellectuels au sein desquels l'OIT opère ont connu des bouleversements d'importance.

À la suite de la présente introduction, nous examinerons d'abord la transformation de la *Revue*, dans une perspective principalement chronologique (section 2). Un aperçu des changements d'affectation de la *Revue* au sein de la structure du BIT sera suivi d'une analyse de la période de fondation (1921-1923); puis de l'examen des trois grandes périodes au cours desquelles s'inscrivent les évolutions majeures de la politique éditoriale de la *Revue* et de son rôle dans la stratégie de recherche et de publication du BIT: tout d'abord, une longue période de 1924 à 1970, marquée par la consolidation d'une part, et par une orientation de plus en plus axée vers la recherche et la publication d'articles signés par des auteurs (reconnus) d'autre part; ensuite, une phase caractérisée par une plus grande autonomie et une politique éditoriale changeante (1971-1993); enfin, le «tournant académique» de la *Revue* (1994 à aujourd'hui). Cette section s'achève sur l'examen des caractéristiques des auteurs de la *Revue*, de leur répartition et de son évolution: sexe, profil professionnel, disciplines universitaires des auteurs académiques et appartenance éventuelle au Conseil d'administration du BIT.

Dans la troisième section, nous changeons de perspective et explorons les travaux de recherche présentés dans les articles de la *Revue*, avec l'évolution au fil du temps de leur champ et de leur orientation. Après avoir dressé une typologie générale des articles et examiné leur champ géographique (3.1), nous nous intéressons à leur contenu: approches disciplinaires et grands domaines

thématiques (3.2). Quelles ont été les tendances marquantes et dans quelle mesure s'expliquent-elles par le contexte historique? Comment se sont exprimés, à un moment donné, les objectifs de diversité et de pluridisciplinarité de la *Revue*? Nous mettons enfin en évidence (3.3) les apports intellectuels de la *Revue* aux débats académiques et politiques sur quatre thèmes: l'assurance sociale et la sécurité sociale jusqu'à la seconde guerre mondiale; les questions économiques pendant l'entre-deux-guerres et à l'époque du New Deal; les nouvelles approches pour lutter contre la pauvreté et le manque d'emploi dans les pays en développement; le travail des femmes et l'égalité des sexes.

Dans la conclusion, nous ouvrons les perspectives inspirées par l'histoire de la *Revue* et proposons une brève discussion de son influence académique et politique. Nous ne nous référerons pas ici aux seuls indicateurs – nombre de citations et facteur d'impact, outils de mesure récents et incomplets –, mais nous prendrons aussi en considération les liens de la *Revue* avec d'importantes communautés épistémiques, ainsi que sa vocation toute particulière à traiter de sujets intéressant un large lectorat, mandants de l'OIT compris.

Pour effectuer le travail de recherche présenté dans cet article, nous avons dû relever deux défis. Premièrement, l'histoire de la *Revue* constitue un territoire largement inexploré<sup>2</sup>. Ce défi a été aggravé par la fermeture des archives de l'OIT pendant la majeure partie de 2020 et de 2021 en raison de la pandémie de COVID-19. Compte tenu de ces contraintes, cet article repose principalement sur l'analyse de ressources en ligne, de divers documents d'archives et d'informations fournies par une nouvelle base de données créée à cette fin<sup>3</sup>.

L'objectif de cet article est d'attirer l'attention sur la *Revue* et ses «trésors» en offrant un aperçu raisonné, assorti d'interprétations ouvertes à la discussion, de son siècle d'existence. Il vise à préparer le terrain pour des recherches plus approfondies, notamment une comparaison avec des revues similaires d'autres organisations internationales. Si la recherche historique comparative sur les organisations internationales a beaucoup progressé ces dernières années<sup>4</sup>, leurs publications périodiques n'ont guère suscité l'intérêt des chercheurs. Par cet article, nous entendons contribuer à combler cette lacune, tout en ajoutant un apport au corpus croissant de recherches historiques sur l'OIT.

---

<sup>2</sup> La *Revue* n'a guère reçu d'attention dans les publications récentes sur l'histoire générale de l'OIT (Rodgers *et al.*, 2009; Van Daele *et al.*, 2010; Boris, Hoehltker et Zimmermann, 2018; Maul, 2019). Il n'existe qu'un seul article érudit, celui de Patrick Bollé, ancien rédacteur de langue française de la *Revue* (Bollé, 2013).

<sup>3</sup> Cette base – «Base de données RIT» – comprend les titres (en anglais) de près de 3 000 articles signés publiés entre 1921 et 2020 et fournit des informations complémentaires sur les profils professionnels, les parcours universitaires et la répartition par sexe des auteurs, ainsi que sur les sujets et les zones géographiques couverts par leurs articles.

<sup>4</sup> Voir, très récemment, l'étude de Sandrine Kott sur le rôle des organisations internationales pendant la guerre froide (Kott, 2021).

## 2. Du périodique institutionnel à la revue académique – La transformation de la *Revue*

### 2.1. La place de la *Revue* au sein du Bureau international du Travail

Depuis ses débuts, la *Revue* est publiée par le Bureau international du Travail (ci-après BIT ou Bureau), le secrétariat permanent de l'OIT à Genève. Sous la direction du Directeur général, ce secrétariat met en application les décisions de la Conférence internationale du Travail (CIT) annuelle et du Conseil d'administration du BIT. Le Conseil d'administration décide de la nature et de l'orientation des travaux de recherche que doit effectuer le Bureau, et qui alimentent toutes les activités de l'OIT, en particulier l'établissement de normes et de la coopération technique (aujourd'hui: «coopération pour le développement»). Les publications du BIT, y compris la *Revue*, contribuent à divers niveaux et sous différentes formes à la diffusion de ces travaux de recherche auprès des mandants de l'OIT, des universitaires et des décideurs politiques.

Lorsque le premier Directeur général du BIT nouvellement créé, Albert Thomas, a reçu le feu vert du Conseil d'administration pour mettre en place le Bureau en 1920, il a confié la tâche d'élaborer le nouveau périodique à la Division scientifique (qui deviendra plus tard la Division des recherches). La structure du Bureau a subi des transformations importantes et complexes au cours des décennies suivantes. Une grande partie de cette réorganisation était stratégique et souvent motivée par des raisons politiques. Ces changements ont directement concerné la position de la *Revue* en deux occasions.

La première se présenta en 1924, lorsque la *Revue* fut intégrée à une Section d'édition indépendante (dont le nom changea plusieurs fois), chargée de toutes les publications du BIT (BIT, 1924, p. 51). La *Revue* ne faisait donc plus partie d'une unité dédiée à la recherche. La Division des recherches sera dissoute en 1934, du fait des réductions de dépenses rendues nécessaires par la Grande Dépression. À partir de ce moment, le travail de recherche est décentralisé et mené dans chaque unité ou service du Bureau<sup>5</sup>. Au cours des décennies suivantes, la position de la *Revue* a changé plusieurs fois au sein de la division ou du département chargé des publications et de la traduction. Au début des années 1970, la *Revue* est devenue une section à part entière, ce qui a constitué un pas important vers une plus grande autonomie institutionnelle. Un deuxième tournant institutionnel majeur a eu lieu en 2006, lorsque la section de la *Revue* a été affiliée à l'Institut international d'études sociales (ci-après Institut). Cette unité de recherche indépendante du Bureau, qui relevait directement du Directeur général, avait été créée en 1960 dans le but de stimuler et de mener des recherches novatrices sur un large éventail de questions liées au travail<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Par exemple, des recherches substantielles sur le travail domestique ont été effectuées par la Section du travail des femmes et des enfants, créée en 1934, et une Section des problèmes spéciaux a analysé les conditions de travail dans les colonies, les protectorats et les territoires sous mandat (Boris, Hoeltker et Zimmermann, 2018, p. 249).

<sup>6</sup> Voir Maryse Gaudier, «The International Institute for Labour Studies: Its Research Function, Activities and Publications 1960–2001» (non publié).

Bien que la *Revue* ait publié certains travaux de l'Institut, il n'existait pas de collaboration institutionnelle avant 2006. Lors de la dissolution de l'Institut en 2013, la *Revue* a rejoint le nouveau Département de la recherche du BIT.

## 2.2. Une vision et un modèle (1921-1923)

Albert Thomas était, si l'on peut dire, le véritable démiurge de la *Revue internationale du Travail*, telle qu'elle a été baptisée en 1921, et il en avait une vision claire. Il voulait qu'elle soit une «grande revue scientifique» (BIT, 1920b, p. 35) avec deux composantes principales: d'une part, et c'était le plus important en volume, des informations sur un large éventail de sujets récurrents, allant de la législation du travail à l'éducation des travailleurs, en passant par les statistiques sur les salaires, les prix, le chômage, etc.; d'autre part, des articles, soit publiés sous la responsabilité du Bureau, soit sollicités auprès d'auteurs externes, réputés et issus de divers horizons, qui jouiraient d'une «très grande liberté» pour traiter de «sujets importants d'actualité» (BIT, 1921, p. 245). Ces articles, axés sur la recherche et l'analyse, constituaient une particularité qui distinguait la *Revue* des traditionnels «bulletins» des autres organisations de l'époque.

Le modèle de la *Revue* était la *Monthly Labor Review* publiée par le Bureau des statistiques du travail du département du Travail des États-Unis, tous deux fondés en 1915. Albert Thomas a déployé des efforts considérables pour recruter le commissaire de ce bureau et premier rédacteur en chef de la *Monthly Labor Review*, Royal Meeker, comme premier directeur de la Division scientifique du BIT. Cette revue présentait quatre caractéristiques qui faisaient son intérêt pour Albert Thomas. Premièrement, elle couvrait le même large éventail de sujets. Deuxièmement, elle associait des informations et des recherches provenant de l'intérieur de la maison et des contributions d'auteurs extérieurs. Troisièmement, malgré un fort centrage sur les États-Unis, elle offrait une perspective internationale, couvrant un certain nombre de pays d'Amérique latine, d'Europe, d'Asie et d'Afrique (Baker, 2016a) – une diversité géographique conforme au mandat constitutionnel d'universalité qui est celui l'OIT. Enfin, le Bureau des statistiques du travail était un organisme de collecte de données respecté pour son indépendance et son objectivité (Goldberg et Moye, 1985), qualité qui trouvait un écho chez Albert Thomas. Ce dernier partageait avec Meeker, qui appartenait au courant réformateur et progressiste des États-Unis, ainsi qu'avec les fondateurs de l'OIT, une grande confiance dans la recherche scientifique, fondée sur des données statistiques objectives et une analyse approfondie, en tant qu'instrument essentiel pour résoudre les problèmes sociaux et économiques.

La *Monthly Labor Review* était un modèle attrayant, mais il s'agissait du journal d'une institution gouvernementale nationale. De son côté, la *Revue* était une publication d'une organisation internationale tripartite qui tentait de trouver des solutions internationales et multinationales aux problèmes du travail. Par exemple, l'OIT plaidait pour l'adoption de normes internationales du travail négociées par ses mandants ou promouvait des solutions nationales susceptibles de s'appliquer aussi à d'autres pays. La compilation et l'analyse comparative des informations et des données provenant de ses États Membres étaient extrêmement importantes pour le bon fonctionnement du dispositif tripartite de l'OIT. Elles ont permis un débat éclairé et ont donné des moyens

d'action, en particulier au groupe des travailleurs, qui n'avaient généralement pas accès à ce type d'apports «scientifiques».

La *Revue* était donc un élément essentiel de la stratégie générale de recherche du Bureau, qui, comme l'affirmait Albert Thomas en 1922, avait pour objet de «créer une documentation telle qu'elle soit au-dessus des parties, à disposition de tous, fondée sur l'unique souci de la vérité» (Thomas, 1947, p. 28).

Contrairement à la *Monthly Labor Review*, la *Revue* s'adressait au lectorat international des États Membres de l'OIT, et en particulier aux mandants et aux décideurs politiques. Il était donc nécessaire de la publier non seulement en anglais et en français, mais aussi «dans telle autre langue que le Conseil d'administration jugera convenable», comme le prévoit la Constitution de l'OIT (BIT, 1920a, p. 4)<sup>7</sup>.

Le premier numéro de la *Revue* a été publié, avec un certain retard, en anglais et en français en mars 1921. Dès 1922, le Conseil d'administration a autorisé la publication mensuelle d'*Informazioni sociali* contenant des extraits de la *Revue* traduits en italien<sup>8</sup>. Peu de temps après, en 1923, et en réaction à la forte demande d'information dans le monde hispanophone, paraît une publication périodique en espagnol (*Informaciones sociales*) contenant des articles pertinents de la *Revue*. Cette publication est devenue la *Revista Internacional del Trabajo* en 1930. Depuis 1951, avec quelques interruptions<sup>9</sup>, elle est identique aux versions anglaise et française de la *Revue*. De même, en 1923, une version allemande de la *Revue*, l'*Internationale Rundschau der Arbeit*, a été lancée, reflétant le rôle prédominant de l'allemand comme langue de communication du mouvement syndical en Europe centrale et dans certaines parties de l'Europe du Nord et de l'Est. La *Rundschau* était publiée à Berlin; mais, après que l'Allemagne nazie eut quitté l'OIT en 1934, sa production a été relocalisée à Genève, où elle a été publiée jusqu'en 1940 (Bollé, 2013)<sup>10</sup>. Après la seconde guerre mondiale, des extraits de la *Revue* ont été publiés en japonais (1949-1977). Une version russe a été créée après la fin de la guerre froide (1994-2009) (Bollé, 2013).

Après ces débuts ambitieux, la *Revue* a connu deux changements d'importance. Tout d'abord, la démission prématurée de Royal Meeker au début de 1923<sup>11</sup>. Ce fut un coup dur pour la Division des recherches et la *Revue*. Toutes

---

<sup>7</sup> Les revues d'autres organisations internationales ne sont pas assujetties à un tel engagement constitutionnel en faveur du multilinguisme et sont pour certaines passées à une publication en anglais seulement. Voir, le *Bulletin de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations*, fondé en 1932, auquel a succédé en 1947 le *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé*; la *Revue internationale de l'éducation*, fondée en 1931 et publiée depuis 1955 par l'UNESCO; et la *Revue économique de la Banque mondiale*, créée en 1986.

<sup>8</sup> Sa publication cesse en 1937, date à laquelle l'Italie fasciste se retire de l'OIT. De 1939 à 1943, le régime de Mussolini a publié sa propre version, intitulée *Problemi e informazioni sociali*.

<sup>9</sup> Entre 1978 et 1994, les versions anglaise et française de la *Revue* ont été publiées tous les deux mois, l'édition espagnole tous les trimestres.

<sup>10</sup> Comme les fascistes italiens, les nazis créent en 1941 leur propre version, la *Neue internationale Rundschau der Arbeit*.

<sup>11</sup> Meeker accepte le poste mieux rémunéré de secrétaire au Travail et à l'Industrie pour le Commonwealth de Pennsylvanie. Archives du BIT (ABIT), dossier P-192 Royal Meeker. Lettre de Butler à Meeker, 26.2.1923.

deux avaient beaucoup profité des contacts de Meeker pour obtenir des articles de première main sur la situation aux États-Unis, qui n'étaient pas encore devenus Membres de l'OIT. Le deuxième changement fut le transfert, en 1924, de la *Revue* vers la Section d'édition indépendante nouvellement créée, qui regroupait la production physique de l'ensemble des publications et périodiques, ainsi que leur distribution et leur vente. Cette section s'occupait également de l'édition, de la traduction et de la correction des épreuves.

### 2.3. Consolidation et lente transformation (1924-1970)

La période suivante, qui couvre presque la moitié du siècle d'existence de la *Revue*, a été marquée par deux tendances complémentaires. La première est une consolidation de la *Revue* en tant que périodique phare de l'OIT dans le paysage changeant des publications régulières du BIT. La *Revue* n'a jamais cessé de paraître, même pendant les difficiles années de guerre, lorsque le Bureau, y compris la Section d'édition et la *Revue*, a été transféré à Montréal, pour ne revenir à Genève qu'en 1947. La seconde évolution est sa transformation graduelle d'une publication de partage de l'information en une revue s'orientant davantage vers la recherche.

Pendant l'entre-deux-guerres, le contenu de la *Revue* était fortement structuré par des documents d'information, tels que des statistiques du travail et de courts articles ou notes informant des récentes évolutions au sein des États Membres de l'OIT à propos de toute une variété de questions liées au travail, y compris la nouvelle législation et les décisions de justice. La *Revue* informait également ses lecteurs sur l'OIT elle-même, sur des événements tels que la CIT annuelle et sur des activités comme les missions dans les États Membres. Enfin, elle rendait compte d'un large éventail de nouvelles publications dans diverses langues (européennes) et publiait des critiques de livres.

Les articles de recherche venaient en complément de ces éléments documentaires. Il s'agissait le plus souvent de vulgarisations expertes de travaux de recherche du BIT, rédigées par des membres du personnel de ce dernier. Toutefois, nous trouvons également des articles signés par des auteurs externes et, de plus en plus, par des membres du personnel du BIT, souvent des fonctionnaires de rang supérieur. Bien entendu, ces premiers articles de recherche n'étaient guère comparables aux articles académiques modernes. Il s'agissait d'essais relativement courts, avec seulement quelques notes de bas de page ou références. Le nombre d'articles signés a augmenté avec le temps, tout comme leur alignement sur les normes émergentes de l'édition universitaire – une évolution que l'on peut également retracer pour les revues des sociétés et associations savantes. Les articles signés occupaient 19 pour cent des pages de la *Revue* en 1921, pourcentage qui est passé à 26 en 1944, 73,6 en 1970 et 92 en 1990<sup>12</sup>.

Conséquence logique: la partie documentaire est devenue moins importante. Dès 1934, la *Revue* a cessé de publier des informations sur les nouvelles législations. Les informations sur les affaires de l'OIT ont disparu dans les années 1950, les statistiques au milieu des années 1960 et les décisions de justice

---

<sup>12</sup> Calcul de l'auteur basé sur la Base de données RIT.

dans les années 1970. Tout ce contenu a été transféré vers d'autres publications du BIT, ce qui a consolidé la structure de la *Revue* autour de trois axes principaux: des articles signés par des auteurs, quelques éléments documentaires sur les phénomènes et tendances en cours dans le monde du travail et des notices bibliographiques. L'importance croissante accordée à la recherche situe bien la position de la *Revue* parmi les autres publications périodiques du BIT. Pendant de nombreuses décennies, celles-ci comprennent principalement la *Revue*, le *Bulletin officiel* avec les informations et documents officiels, les *Informations sociales* qui «donnent des renseignements d'actualité sur les événements principaux de la vie économique et sociale» (BIT, 1925b, p. 216), et enfin la *Série législative* qui publie la législation du travail des États Membres de l'OIT<sup>13</sup>.

À partir des années 1960, le nombre de périodiques augmente considérablement. Des unités jouissant d'une certaine autonomie au sein du BIT, comme le Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) ou l'Institut international d'études sociales, créent leur propre revue<sup>14</sup>. Divers efforts sont également déployés en direction du grand public<sup>15</sup>. Indirectement, ces développements ont consolidé le profil de la *Revue* en tant que «principale publication périodique du Bureau consacrée à la recherche» (BIT, 1969, p. 98, para. 481). Beaucoup de ces nouveaux périodiques n'ont eu qu'une durée de vie limitée. Cependant, bien qu'il fût à plusieurs reprises nécessaire de réduire les coûts de publication et de diminuer le nombre de volumes et de numéros de la *Revue*<sup>16</sup>, son existence n'a jamais été menacée en raison de son mandat constitutionnel.

On observe aussi une impressionnante continuité quant aux rédacteurs en chef de la *Revue*<sup>17</sup>. Leurs titres ont varié (chef ou chef adjoint de la section éditoriale ou rédacteur en chef, selon le degré de responsabilité qui découlait de la position de la *Revue* au sein de l'unité chargée des publications, et de la situation de cette dernière au sein du Bureau). Jusqu'au milieu des années 1990, tous étaient des hommes, anglophones (pour la plupart originaires du Royaume-

<sup>13</sup> Les *Informations sociales* (1922-1940) ont été incorporées à la *Revue* pendant les années de guerre et l'exil canadien, puis ont de nouveau paru sous leur titre entre 1949 et 1961. Plus tard, elles ont eu pour successeur le *Bulletin d'informations sociales* (1974-1993). La *Série législative* a été publiée entre 1919 et 1989.

<sup>14</sup> ACTRAV a publié *Éducation ouvrière* entre 1964 et 2007. L'Institut a publié un *Bulletin de l'Institut international d'études sociales* (1966-1974), remplacé par *Travail et Société* (1974-1991). Ce périodique était conçu comme un périodique scientifique destiné à la publication d'articles sur les questions sociales et du travail rédigés par les membres du personnel de l'Institut et par ses collaborateurs extérieurs, et comme un bulletin d'information rendant compte des activités de l'Institut (Tévoédjré, 1976, p. 6).

<sup>15</sup> *Nouvelles du BIT/BIT Panorama* (1962-1972), qui est devenu *Informations OIT* (1971-1992) puis *Travail* (1992-2019), tous destinés au grand public et en particulier aux mandants de l'OIT.

<sup>16</sup> Ce fut le cas, par exemple, dans les années 1970, lorsqu'un ralentissement économique et le retrait temporaire des États-Unis de l'Organisation ont provoqué une situation financière difficile. En 1976, le nombre de numéros de la *Revue* a été réduit de 12 à 6 par an en anglais et en français, et à 3 en espagnol. Voir *Programme et budget pour 1980/81* (BIT, 1979).

<sup>17</sup> Les rédacteurs responsables ont été: Pierre Walbroeck (1921), Joseph Edward Herbert (1936), Rexford B. Hersey (1938), James Ernest A. Johnstone (1940), Jean Goudal (1950), Maurice Chapman (1957), David Henry William Hobden (1971), Timothy Lines (1981), Martha F. Loutfi (1994), Iftikhar Ahmed (2000), Mark Lansky (2007) et Tzehainesh Teklè (2019); Christine Smith (2003) et Maria Dolores Montero Cué (2018) ont été rédactrices responsables de la *Revue* par intérim.



Uni), titulaires de diplômes universitaires dans divers domaines et ayant une expérience professionnelle en tant que traducteurs, éditeurs ou journalistes. Aucun d'entre eux n'avait l'expérience de la recherche universitaire. Ils ont généralement commencé au BIT comme rédacteurs, éditeurs linguistiques ou traducteurs, avant de prendre la responsabilité de la version anglaise de la *Revue* et d'autres périodiques. Ils accédaient ensuite à des postes plus élevés, comme chef adjoint ou chef de l'unité des publications, supervisant plusieurs, voire toutes les publications du BIT, tout en continuant à diriger la *Revue*. Il leur arrivait fréquemment d'assurer aussi l'édition de la version anglaise de cette dernière.

Sans recherche approfondie dans les archives, il nous est aujourd'hui difficile de connaître la stratégie éditoriale, la programmation des parutions et les méthodes de révision des articles au cours de cette période. Cependant, elles ne semblent pas s'être beaucoup écartées de la feuille de route qu'Albert Thomas avait formulée pour la *Revue* en 1925: «Son programme est intimement lié au programme général des études du Bureau» (BIT, 1925a, p. 148). Et le Bureau appliquait les décisions du Conseil d'administration. La publication des résultats des recherches du Bureau sous forme d'articles dans la *Revue* était un débouché essentiel de presque tous ses programmes, études et conférences. Le programme de travail du BIT orientait aussi les commandes d'articles externes et l'acceptation d'articles non sollicités, mais il n'existait pas nécessairement de stratégie clairement définie. Apparemment, une certaine flexibilité permettait des réponses ad hoc dans des circonstances changeantes.

Cela ne signifie pas que les décisions électorales n'ont pas été influencées par des considérations stratégiques. Pendant l'entre-deux-guerres, par exemple, les rédacteurs de la *Revue* ont activement commandé des articles pour fournir des informations sur les questions du travail dans les États non Membres mais économiquement et politiquement importants, comme les États-Unis, l'Union soviétique et l'Allemagne nazie après qu'elle eut quitté l'OIT en 1934<sup>18</sup>.

Des considérations stratégiques expliquent aussi que la *Revue* ait adopté l'approche pragmatique, bien qu'ambiguë, de l'OIT concernant l'Italie fasciste (voir Maul, 2019, pp. 94-100) en publiant les articles d'un certain nombre d'auteurs italiens qui se sont servis de la *Revue* pour promouvoir les politiques sociales de Mussolini.

Enfin, la nécessité de toujours disposer de suffisamment d'articles a aussi influencé les choix éditoriaux. En particulier pendant la guerre et l'immédiat après-guerre, il a fallu rechercher activement des contributions auprès de tous les départements techniques du BIT. Pour toucher des auteurs externes, les hauts fonctionnaires du BIT, y compris les directeurs généraux, ont activé leurs contacts personnels et exploité les rencontres faites lors des réunions officielles. Les éditeurs linguistiques de la *Revue* ont également sollicité des contributions<sup>19</sup>.

---

<sup>18</sup> Dans ces années-là, les articles sur l'Union soviétique étaient souvent fournis par des émigrés russes.

<sup>19</sup> Par exemple, Maurice Chapman, responsable de la *Revue* de 1957 à 1970, dont on louait la capacité d'obtenir des articles sur l'Union soviétique et l'Europe de l'Est. ABIT, dossier P-3601/A, Maurice Chapman, Rapport annuel 1961.

Compte tenu de toutes ces contraintes, la programmation de la *Revue* a probablement impliqué des compromis quant à la qualité ou à la pertinence de certains articles.

## 2.4. Plus d'autonomie et des politiques éditoriales changeantes (1971-1993)

Un changement important a eu lieu au début des années 1970. L'OIT avait plus que doublé le nombre de ses États Membres entre 1948 et 1970 (Maul, 2019, p. 160) et a considérablement intensifié ses activités normatives, opérationnelles et de recherche. Cela s'est traduit par un nombre croissant de publications. Il fallait alors réorganiser l'unité qui en était chargée, dont la désignation était alors «Service d'édition et de traduction». Pour la première fois, la *Revue* devient une section distincte «dotée d'une autonomie beaucoup plus grande que jusqu'alors»<sup>20</sup>. Dirigée par un rédacteur en chef, qui désormais n'est plus responsable d'autres publications, elle est composée d'une équipe de trois rédacteurs linguistiques, complétée par du personnel de rédaction et de traduction.

Dès lors, l'unité *Revue* avait un mandat clair pour programmer le contenu de la *Revue*, avec les chefs des départements et des unités techniques du BIT, et avec les conseils d'un Comité des publications<sup>21</sup>. La section était chargée de commander «des articles de fond, originaux et stimulants à des experts renommés ayant aussi des qualités d'écriture»<sup>22</sup>, et le montant prévu pour rémunérer les auteurs de ces articles, après être resté inchangé pendant longtemps, a été augmenté afin de rapprocher ces rémunérations «des honoraires qui sont versés généralement en pareil cas» (BIT, 1971). Malgré ces changements, la *Revue* restait «contrôlée par la hiérarchie administrative et par un comité consultatif interne, conformément à la politique générale de publication du BIT»<sup>23</sup>. Au milieu des années 1970, le Comité des publications a demandé au rédacteur en chef de publier davantage d'auteurs des pays en développement et des pays socialistes, ainsi que de maintenir un certain équilibre quant au contenu et aux zones géographiques couvertes. Cette demande était motivée par l'importance croissante des activités d'aide au développement, mais elle était aussi due au fait que les pays du bloc de l'Est exerçaient des pressions pour jouer un rôle plus important au sein de l'OIT en Europe (Maul, 2019, pp. 227-230)<sup>24</sup>.

Dans les années 1970, le rédacteur en chef a effectué les premiers pas pour accentuer le caractère académique de la *Revue*. Il s'est adressé aux uni-

<sup>20</sup> La décision était basée sur le «Rapport confidentiel du Groupe de travail sur l'organisation du Service d'édition et de traduction». ABIT, WP/EDIT/1970, p. 30, dossier P 12/14/2/1.

<sup>21</sup> Le Comité des publications a été créé dès la fin des années 1940, mais des recherches supplémentaires dans les archives seraient nécessaires pour connaître sa composition, son rôle et son influence sur la stratégie éditoriale de la *Revue*.

<sup>22</sup> ABIT, ADM 1001, dossier 1, circulaire OIT n° 10, 26.1.1971, p. 4. Traduit de l'original en anglais.

<sup>23</sup> ABIT, registre 17508, PS2-010, 5661. Réponse du rédacteur en chef de la *Revue* à une enquête de l'Oxford Centre for Management Studies en 1974. Traduit de l'original en anglais.

<sup>24</sup> ABIT, ADM 1001, Comité des publications, 7.1.1974. Cela a entraîné une augmentation du nombre d'articles sur l'Union soviétique et les autres pays socialistes (voir également la section 3.1).

versités et aux instituts de recherche en leur transmettant des informations sur la *Revue* afin d'attirer un plus grand nombre d'auteurs universitaires<sup>25</sup>. Des efforts ont également été faits pour que la *Revue* soit résumée et indexée par diverses sources ou bases bibliographiques (par exemple, l'*European Business Information Sources* ou le *Bulletin signalétique* du CNRS)<sup>26</sup>.

Nous ne pouvons pas fournir de données sur le nombre d'articles non sollicités que la *Revue* a reçus au fil du temps, ni sur l'évolution du taux d'acceptation. Une évaluation serait de toute façon difficile, étant donné que l'acceptation dépend de nombreux facteurs: qualité de l'article, délai de publication, disponibilité des ressources d'évaluation, etc.<sup>27</sup>. Mais nous avons quelques indications quant aux motifs de rejet, qui constituent une source d'information intéressante sur le processus d'examen et les critères appliqués.

Dès le début, la sélection et l'évaluation des articles étaient une procédure exclusivement interne. Au départ, la décision finale était prise par le chef de la Division des publications, puis, à partir des années 1970, de plus en plus par le rédacteur en chef, sur la base des commentaires demandés aux experts en la matière dans les différentes unités du BIT, y compris les bureaux des activités pour les travailleurs ou les employeurs (ACTRAV et ACTEMP).

Si nous considérons l'année 1986, ces commentaires – le plus souvent informels – portaient sur la qualité générale de l'article ou sur la langue, critiquant, par exemple, l'utilisation du jargon. Le manque de neutralité politique était également un motif de rejet. Les articles soumis montrent que certains auteurs externes ne percevaient pas encore la *Revue* comme une revue de recherche sérieuse.

Au début des années 1990, la politique de l'OIT en matière de publications a changé. Plusieurs périodiques ont été supprimés, principalement pour des raisons financières, et il a été décidé de renforcer le rapport *Le travail dans le monde*<sup>28</sup> et la *Revue*. Celle-ci est confirmée dans son rôle en offrant «une base plurilingue de discussion pour ces questions [questions sociales et problèmes du travail]» (BIT, 1993, pp. 180-184). Le contexte était favorable pour orienter la *Revue* vers un profil plus académique.

## 2.5. Le «tournant académique» (1994 à aujourd'hui)

Plutôt que de «tournant académique» au sens strict de «virage», nous avons plutôt affaire à un processus évolutif, avec des pauses et même des reculs, qui s'est étendu sur plus d'une décennie. Il a commencé avec la nomination de Martha F. Loutfi comme rédactrice en chef en 1994, pour aboutir à un accomplissement

<sup>25</sup> ABIT, Registre 17508, PS2-010. Questionnaire rempli en 1979 par le rédacteur en chef de l'époque, David Hobden.

<sup>26</sup> ABIT, Registre 17508, PS2-010 (1942-1979).

<sup>27</sup> Voir Margo (2011), notamment les pages 21 et 22.

<sup>28</sup> Le rapport *Le travail dans le monde* représentait un nouveau format de publication, qui allait devenir dans les années suivantes un vecteur majeur de diffusion des recherches menées par le Bureau. Il a été publié de 1984 à 2000. Mentionnons les autres rapports phares: *Rapport sur l'emploi dans le monde* (1995-2005), *Rapport sur le travail dans le monde* (2008-2014) et, depuis 2015, *Emploi et questions sociales dans le monde* (WESO).

institutionnel lors de l'association officielle de la *Revue* avec l'Institut international d'études sociales en 2006.

Économiste du développement ayant travaillé pour le Programme mondial de l'emploi de l'OIT, Loufî fut la première femme rédactrice en chef. De plus, elle était la première rédactrice en chef à avoir une formation technique et à avoir publié des articles dans la *Revue*<sup>29</sup>. Cela lui a permis de diriger la *Revue* avec plus de rigueur académique.

Elle mit en place une stratégie éditoriale qui privilégiait une approche comparative internationale, ainsi que l'interdisciplinarité. Comme le dit l'éditorial de son premier numéro en 1994, «La *Revue* se veut un lieu d'expression où spécialistes de disciplines et d'origines diverses confrontent leur réflexion», elle publierait des articles «qui allient un haut niveau scientifique et une grande clarté de rédaction» (*RIT*, 1994, p. 1).

Le plus important des divers changements effectués par Loufî a été la mise en place d'un comité de conseillers éditoriaux indépendants composé d'universitaires de renom. La combinaison de l'examen interne, qui a été réorganisé et systématisé, et de l'examen externe par les pairs a constitué un pas important vers l'alignement de la *Revue* sur les normes des publications universitaires et a consolidé son autonomie<sup>30</sup>. Sous la direction de Loufî, le nombre de numéros spéciaux thématiques a augmenté, ce qui a donné une plus grande cohérence de fond. En 1997, la *Revue* a été pour la première fois indexée sur la plateforme *Web of Science*. La même année, le BIT a publié la première version en ligne de la *Revue*, étape importante vers l'extension de son lectorat.

Après une certaine stagnation, les changements apportés par Loufî ont été consolidés et étendus en 2006, lorsque la *Revue* a été rattachée à l'Institut. Alors que la *Revue* avait déjà publié des articles issus des recherches de l'Institut – par exemple dans un double numéro sur l'exclusion sociale en 1994<sup>31</sup> –, ce rattachement institutionnel a constitué une occasion d'accentuer un enrichissement mutuel avec les activités de l'Institut, de renforcer le profil académique de la *Revue* et de consolider son autonomie au sein du Bureau.

Une division du travail comparable à celle des revues universitaires a été établie afin de garantir une plus grande qualité scientifique des articles. Le rédacteur principal, comme il a été dénommé à partir de 2007, est soutenu et guidé par le Comité de rédaction nouvellement créé, un petit groupe d'universitaires de renom venant de divers horizons géographiques et disciplinaires, et présidé par le directeur de l'Institut<sup>32</sup>. Le Comité de rédaction est chargé d'évaluer les articles en fonction de l'expertise de ses membres, avec l'appui du Conseil scientifique, qui a été recomposé et étoffé. Sur ces nouvelles bases,

<sup>29</sup> Iftikhar Ahmed, qui a succédé à Loufî en 2000, était lui aussi un économiste du BIT.

<sup>30</sup> Le *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé* a subi une transformation du même ordre à la fin des années 1990, lorsqu'il a introduit l'examen par les pairs et créé un comité éditorial composé d'experts externes (Ramsingh, 2008c).

<sup>31</sup> Voir *RIT*, vol. 133, n° 5-6, et Rodgers (2021).

<sup>32</sup> Actuellement, le Comité de rédaction est composé de huit membres. En 2018, des termes de référence ont été adoptés pour établir le nombre de membres et définir les tâches et les procédures du comité.

l'éditorial du premier numéro de 2007 confirme à nouveau l'engagement de la *Revue* en faveur de la multidisciplinarité et des normes scientifiques les plus élevées, «dans une langue accessible à un lectorat plus large» et traitant «de tout sujet relevant des centres d'intérêt de l'OIT» (Goldin *et al.*, 2007, p. 1).

Ces changements institutionnels allaient de pair avec une stratégie éditoriale qui mettait l'accent sur le caractère international du contenu comme du lectorat de la *Revue*, ainsi que sur sa haute qualité scientifique. Le plus souvent, les articles non sollicités étaient désormais rejetés parce qu'ils étaient trop étroitement ciblés du point de vue thématique ou géographique<sup>33</sup>, ou bien parce que descriptifs plutôt qu'analytiques ou encore en raison d'un langage trop technique<sup>34</sup>.

Pour rationaliser la distribution et le marketing de la *Revue*, un partenariat a été établi avec Blackwell Publishing, un important éditeur universitaire dans le domaine des sciences sociales. Il était ainsi plus facile d'atteindre une plus large communauté d'universitaires, de praticiens et de décideurs, tout en continuant à distribuer gratuitement la *Revue* aux mandants de l'OIT. En 2008 paraît le premier numéro de la *Revue* publié par Wiley-Blackwell<sup>35</sup>.

La *Revue* est aujourd'hui rattachée au nouveau Département de la recherche du BIT, créé en 2013 après la dissolution de l'Institut. D'autres mesures ont été prises par les rédacteurs en chef successifs, titulaires ou par intérim, pour accentuer le caractère scientifique de la *Revue*. Sous la direction de Tzehainesh Teklè, juriste, spécialiste du droit international du travail, et deuxième femme titulaire de ce poste, nommée en 2019, la *Revue* a attaqué son deuxième siècle d'existence en confirmant son rôle de revue académique de l'OIT qui «possède une identité unique, qu'elle doit à sa nature multidisciplinaire et à sa portée mondiale, et jouit d'une audience internationale favorisée par sa parution dans trois langues» (Teklè, 2021, p. 1). La stratégie éditoriale privilégie les normes académiques les plus élevées, les approches à la fois interdisciplinaires et transversales aux disciplines, la diversité des auteurs en termes d'origine géographique, de sexe et de génération, ainsi qu'un style d'écriture accessible aussi bien aux chercheurs qu'aux responsables de l'élaboration des politiques, ainsi qu'à des lecteurs relevant de différentes disciplines (BIT, s.d.).

En 2019, le processus d'évaluation par les pairs a été revu pour pratiquer systématiquement un examen en double aveugle et un processus initial de sélection en deux étapes. De nouvelles politiques de libre accès ont été négociées avec l'éditeur pour accroître l'accessibilité et le lectorat de la *Revue*<sup>36</sup>. Alors que s'ouvre son deuxième siècle d'existence, la *Revue* a largement achevé sa métamorphose en revue académique moderne. Cela devient encore plus évident lorsque l'on regarde qui sont les auteurs de la *Revue*.

---

<sup>33</sup> Pour être incluses dans la *Revue*, les études de portée nationale doivent avoir l'une des caractéristiques suivantes: traiter d'un pays ayant une importance particulière, économique ou autre; se distinguer par un apport inédit sur une question de large intérêt; être représentatives d'une région plus vaste; présenter des politiques susceptibles de servir de modèle.

<sup>34</sup> ABIT, P.S. 2-02-2008. OIT Pub: *Revue internationale du Travail*, articles non sollicités 2008.

<sup>35</sup> Blackwell a fusionné entre-temps avec John Wiley & Sons.

<sup>36</sup> *Revue internationale du Travail*, document de stratégie interne, 2019. Genève: BIT.

## 2.6. De la diversité professionnelle à la multidisciplinarité universitaire – Les auteurs de la *Revue*

### 2.6.1. Trois profils distincts

À première vue, les quelques milliers d'auteurs de la *Revue* constituent une population assez diverse, avec des origines professionnelles, sociales, culturelles et géographiques variées, même si la plupart étaient et sont toujours originaires de pays industrialisés avancés. On y trouve des directeurs généraux du BIT et des militantes féministes, des économistes de renommée mondiale et des chercheurs indépendants, des membres de ministères du travail et des travailleurs sociaux, des dirigeants de coopératives et même un espion soviétique<sup>37</sup>.

Dès le départ, les fondateurs de la *Revue* souhaitaient attirer des auteurs très diversifiés, composés de «publicistes, économistes, employeurs, chefs d'organisations ouvrières», comme l'explique Albert Thomas dans son rapport à la CIT de 1921 (BIT, 1921, p. 245). En effet, pendant l'entre-deux-guerres, la *Revue* comptait un large éventail d'auteurs: fonctionnaires du BIT, syndicalistes, employeurs, juristes du travail, conseillers ministériels et hommes politiques. La notion d'expertise était large et ne reposait pas uniquement sur des critères académiques. Cela se reflète notamment dans les premiers numéros de la *Revue*, où l'on trouve des personnalités fort connues telles que Sidney Webb, militant du mouvement social britannique et fondateur de la Fabian Society; l'homme politique et théoricien allemand Eduard Bernstein, membre du parti social-démocrate; Charles Gide, figure de proue du mouvement coopératif français; John Commons, économiste et historien du travail américain; le leader syndical français Leon Jouhaux; et des hommes d'affaires progressistes tels que l'Américain John D. Rockefeller Jr, l'Italien Gino Olivetti ou le Danois Hans-Christian Oersted. Les deux derniers étaient également membres de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), fondée en 1920 pour représenter les intérêts des entreprises au sein de l'OIT. Ces premiers auteurs étaient tous des membres éminents de réseaux internationaux favorables aux réformes sociales et au sein desquels l'OIT est alors fermement enracinée (Kott, 2008).

Albert Thomas ne mentionne pas explicitement les femmes lorsqu'il s'adresse à la CIT de 1921 (BIT, 1921) mais, dès le début, elles contribuent à la *Revue*, à commencer par Beatrice Webb. Dès 1921, elle publie un article – sous le nom de «Mrs Sidney Webb» comme on l'appelait à l'époque – sur le mouvement coopératif britannique (B. Webb, 1921). Au fil du temps, la proportion de femmes n'a cessé d'augmenter, comme le montre la figure 1, elle a même atteint 48,8 pour cent en 2020.

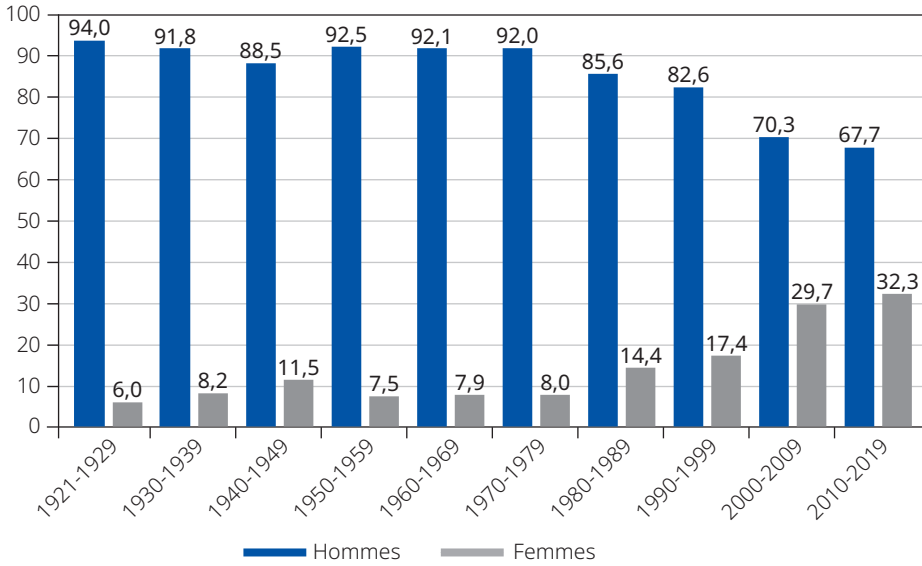
La figure 2 montre quelques grandes tendances pour un échantillon d'auteurs<sup>38</sup>. Les données suggèrent que, pendant la majeure partie de l'histoire de la *Revue*, les auteurs appartenaient majoritairement à trois grandes catégories:

<sup>37</sup> Alexander Abramson, avocat lituanien, qui a publié trois articles sur l'Union soviétique. Voir Eisenberg (2010).

<sup>38</sup> Des informations sur le parcours professionnel et universitaire des auteurs (voir figure 3) ont été collectées sur quatre années de chaque décennie.

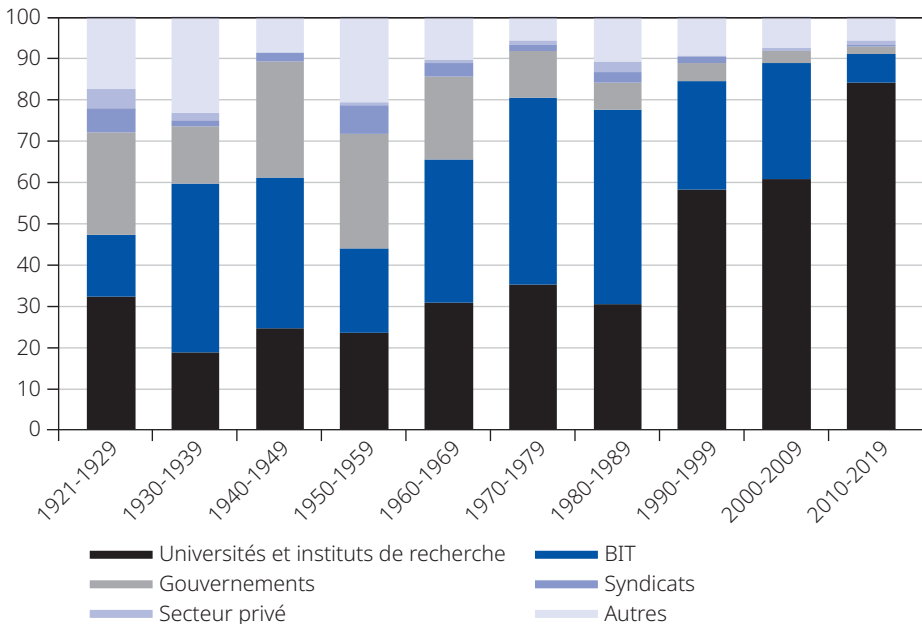
membres des gouvernements et de la haute administration; fonctionnaires du BIT; chercheurs affiliés aux universités et institutions de recherches.

**Figure 1. Les auteurs de la *Revue*: répartition hommes-femmes (en pourcentage)**



Source: Base de données *RIT*.

**Figure 2. Profil professionnel des auteurs de la *Revue* (en pourcentage, quatre années par décennie)**



Source: Base de données *RIT*.

Les syndicalistes, les employeurs et les cadres du secteur privé ont également apporté leur contribution, surtout au cours des premières années. Toutefois, durant les décennies suivantes, leur part a diminué pour devenir insignifiante dans les années 1990<sup>39</sup>.

Sous la rubrique «Autres», nous trouvons des auteurs issus de diverses organisations de la société civile (en dehors des syndicats et des organisations patronales), d'autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que des consultants, des travailleurs sociaux, des enseignants, des experts en assurance, des chercheurs indépendants et des journalistes. Dans les années 1930 en particulier, un certain nombre d'auteurs de cette catégorie ont dû fuir l'Allemagne nazie et ont contribué en tant qu'auteurs indépendants installés à Genève ou dans d'autres lieux d'exil<sup>40</sup>.

On retrouve à peu près la même répartition professionnelle pour les femmes, même si les données ventilées par sexe indiquent que davantage d'entre elles entrent dans la catégorie «Autres», en provenance de la société civile ou du travail social. Dans nos échantillons, nous n'avons pas trouvé de femmes issues du secteur privé au cours des cinquante premières années d'existence de la *Revue*; cependant, plus souvent que leurs homologues masculins, elles provenaient du syndicalisme.

Si nous examinons de plus près les trois principales catégories, nous constatons que les auteurs issus des gouvernements ou de la haute administration constituent une catégorie hétérogène. Ils ont principalement exercé dans les services ministériels du travail et de la protection sociale, des affaires sociales ou des affaires intérieures. Nous trouvons des chefs des services nationaux d'inspection du travail ou de la santé, des présidents d'organismes de sécurité sociale et des conseillers ministériels. Ces auteurs étaient des experts dans leurs domaines respectifs, et nombre d'entre eux étaient directement impliqués dans la détermination ou la mise en œuvre des politiques. Alors que cette catégorie représentait entre 14 et 25 pour cent des auteurs jusqu'à la fin des années 1960, cette proportion a diminué dans les années 1970, pour devenir négligeable aujourd'hui. Les femmes de cette catégorie d'auteurs partagent les mêmes caractéristiques.

Les fonctionnaires du BIT, la deuxième catégorie, ont représenté en moyenne autour de 30 pour cent des contributeurs pendant la majeure partie de l'histoire de la *Revue*. Les échantillons suggèrent des pics dans les années 1930, 1970 et 1980, ce qui semble refléter l'importante contribution des économistes du BIT aux débats économiques lors de la Grande Dépression, puis dans le cadre du Programme mondial de l'emploi (voir la section 3). Depuis le rattachement de la *Revue* à l'Institut, le nombre d'auteurs du BIT a considérablement diminué, ce qui souligne l'autonomie croissante de la *Revue* et ses liens avec les réseaux universitaires externes.

<sup>39</sup> Les auteurs issus du secteur privé étaient principalement des dirigeants de l'OIE.

<sup>40</sup> On peut citer Leo Grebler, spécialiste juif allemand du logement, qui a vécu à Genève en 1936 et 1937 avant d'émigrer aux États-Unis; Kurt Heinig, journaliste et expert financier du parti social-démocrate allemand, qui a émigré au Danemark en 1933; ou Erna Magnus, experte juive allemande du travail social et de l'aide sociale, qui a travaillé comme consultante pour le BIT avant d'émigrer aux États-Unis.



La catégorie des auteurs fonctionnaires du BIT présente une grande diversité. Parmi eux, un type tout particulier d'auteurs est, bien entendu, celui des directeurs généraux du BIT qui ont utilisé la *Revue* pour s'adresser à l'ensemble de la « communauté de l'OIT » lors d'événements importants, comme pendant la seconde guerre mondiale ou à l'occasion d'anniversaires<sup>41</sup>. Tout au long de l'histoire de la *Revue*, d'autres fonctionnaires de haut rang ont apporté des contributions, tels que les sous-directeurs généraux du BIT, les directeurs régionaux, les chefs de division et les directeurs de programmes et de départements. Parmi ces auteurs, quelques femmes ont occupé des postes de premier plan à la tête des différentes unités du Bureau consacrées au travail des femmes. Parmi les auteurs les plus atypiques, citons les prêtres jésuites qui, au titre de conseillers officiels du Directeur général sur les questions religieuses, et encouragés par l'Église catholique (Zaragori, 2018), ont publié plusieurs articles dans la *Revue* soulignant la contribution de la doctrine sociale catholique au travail de l'OIT.

Parmi les auteurs du BIT, la majorité est constituée par les chercheurs et experts techniques, profil devenu dominant avec la transformation progressive de la *Revue* en publication de type académique<sup>42</sup>. La plupart d'entre eux sont des économistes, ce qui reflète le changement des politiques de recrutement de l'Organisation après la seconde guerre mondiale, en vertu de son mandat économique étendu stipulé dans la Déclaration de Philadelphie de 1944<sup>43</sup> (Maul, 2019, p. 165).

### 2.6.2. Le rôle des universitaires

Une catégorie d'auteurs qui a sans aucun doute marqué la *Revue* de son empreinte est celle des universitaires et autres membres d'institutions de recherche. Leur proportion a considérablement augmenté depuis les années 1990, pour atteindre plus de 90 pour cent en 2020. Cette tendance est la même pour les hommes et les femmes et illustre la transformation de la *Revue*. Plus largement, elle reflète l'importance croissante de la collaboration avec les universitaires pour l'OIT en général.

Lorsque nous examinons de plus près cette catégorie d'auteurs, nous constatons que, tout au long de l'histoire de la *Revue*, mais surtout au cours de sa première décennie, ils sont issus d'un large éventail de disciplines: droit, économie, sociologie, médecine et psychologie, sans oublier les vastes domaines interdisciplinaires des études du travail et des relations professionnelles. Il s'agit

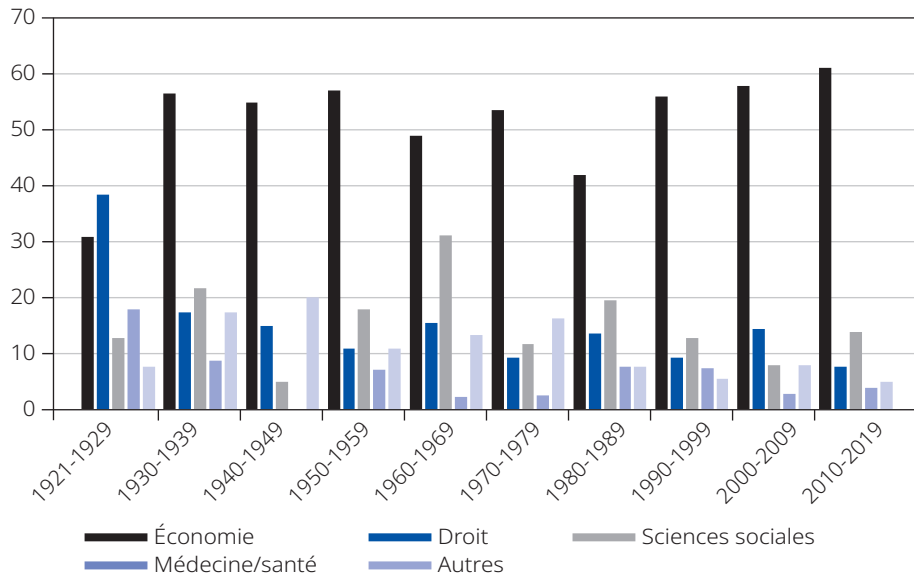
<sup>41</sup> Ainsi, Albert Thomas a-t-il présenté l'OIT et son activité dans le premier numéro (Thomas, 1921). Harold Butler a fait la promotion du New Deal (Butler, 1934), en s'appuyant sur les recherches des économistes du BIT. John G. Winant et Edward Phelan ont respectivement redéfini le rôle de l'OIT au début de la seconde guerre mondiale, puis dans l'ordre mondial d'après-guerre (Winant, 1939; Phelan, 1949). David Morse s'est penché sur les trente premières années de l'OIT (Morse, 1949) et a présenté le projet d'un Programme mondial pour l'emploi en 1968 (Morse, 1968). Francis Blanchard fut le dernier Directeur général à contribuer à la *Revue*, avec un article sur les travaux de recherche du BIT et la technologie, un sujet majeur durant son mandat (Blanchard, 1984).

<sup>42</sup> Au cours des premières décennies, les membres du personnel du BIT ne se contentaient pas de rédiger des articles, ils fournissaient également des documents d'information non signés ou participaient à l'édition technique et à la révision des articles soumis. Marguerite Thibert (Thébaud, 2017) est un exemple précoce d'une personne assumant ce double rôle.

<sup>43</sup> Voir notamment la partie II *d*) de la Déclaration (BIT, 1944, pp. 586-588).

d'une population d'auteurs multidisciplinaire, avec trois grandes catégories. Viennent d'abord les économistes. Ici, les données suggèrent qu'ils représentaient, et représentent toujours, la majorité des auteurs, avec une nette augmentation depuis les années 1990. Parmi eux figurent cinq lauréats du prix Nobel d'économie: Bertil Ohlin, W. Arthur Lewis, Jan Tinbergen, Amartya Sen et Joseph Stiglitz<sup>44</sup>. Le nombre élevé d'économistes parmi les auteurs de la *Revue* reflète l'expansion de la profession et l'augmentation générale de la recherche économique (Margo, 2011), ainsi que l'importance croissante de la recherche économique au sein de l'OIT depuis la Grande Dépression. La deuxième catégorie est celle des juristes, généralement spécialisés en droit du travail, dont le rôle important reflète la dimension normative de l'activité de l'OIT. Les spécialistes des sciences sociales (autres que les économistes) forment la troisième catégorie. Depuis peu, on observe une certaine tendance à davantage de diversité. En 2020, les juristes représentaient 40 pour cent des auteurs, et ces dernières années on constate une croissance du nombre de spécialistes des sciences sociales et de la santé.

Figure 3. Répartition des auteurs de la *Revue* par discipline (en pourcentage)



Source: Base de données RIT<sup>45</sup>.

<sup>44</sup> Ce qu'il est convenu d'appeler prix Nobel d'économie a pour intitulé exact «Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel». Deux auteurs de la *Revue* ont reçu le prix Nobel de la paix: Léon Jouhaux (1951) et Alva Myrdal (1982).

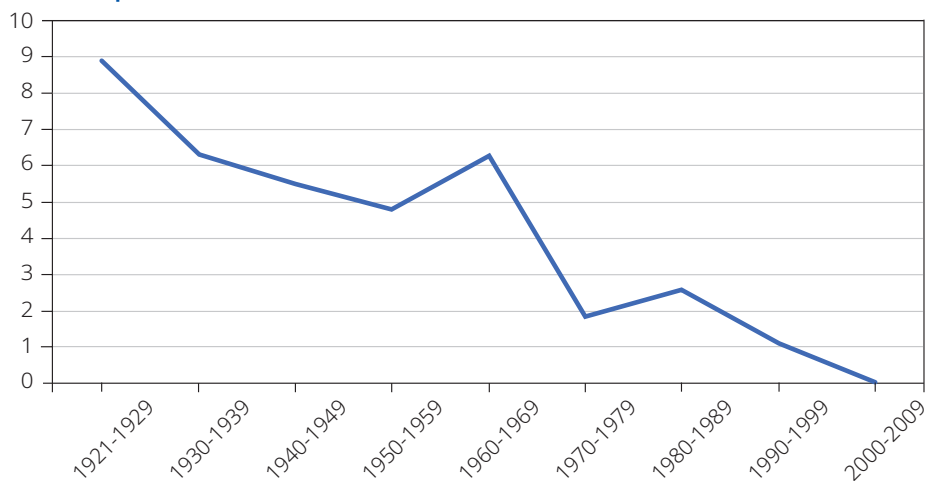
<sup>45</sup> Les disciplines des auteurs issus des universités et des instituts de recherche ont été définies à partir de leur formation universitaire. Quatre années par décennie ont été prises en compte (voir figure 2). Les disciplines sont regroupées selon les mots-clés en cinq catégories: **Économie** – économie, relations professionnelles, affaires, gestion, administration des entreprises, ressources humaines, développement, marketing, commerce; **Droit**; **Sciences sociales** – sociologie, histoire, anthropologie, études du travail, sciences politiques, études urbaines/planification; **Médecine/santé** – psychologie, psychiatrie, physiologie, médecine, santé publique; **Autres** – éducation, administration publique/politique (santé publique, gouvernance, affaires internationales, affaires sociales), science (agronomie, botanique), ingénierie (agricole et autres), mathématiques (démographie, statistiques) et «non connu».

À cet égard, le profil des femmes est similaire à celui des hommes; la plupart d'entre elles étant aussi économistes. En outre, les données de l'échantillon suggèrent que, avant les années 1970, le pourcentage de femmes auteurs universitaires ayant une formation en sciences sociales (autres que l'économie), en particulier en sociologie, était plus élevé que celui des hommes. Alva Myrdal, la seule femme lauréate du prix Nobel parmi les auteurs, avait une formation en sociologie.

Bien entendu, la délimitation établie entre universitaires et chercheurs du BIT a quelque chose d'artificiel. Les auteurs du BIT sont généralement titulaires de diplômes universitaires et publient aussi dans des publications universitaires autres que la *Revue*. De leur côté, de nombreux auteurs universitaires externes ont à un moment donné fait partie du personnel du BIT ou ont collaboré avec lui en tant que consultants ou experts, participant aux comités, missions et programmes d'assistance technique.

La proportion croissante d'auteurs, internes et externes, ayant un profil universitaire illustre non seulement la transformation académique de la *Revue*, mais aussi l'accentuation de son autonomie institutionnelle et de son indépendance vis-à-vis des organes de décision de l'OIT. La figure 4 montre que la proportion des auteurs qui étaient membres du Conseil d'administration du BIT<sup>46</sup>, qui est un indicateur important, a diminué de manière irrégulière mais constante depuis 1921, année où elle était à son niveau le plus élevé. On observe une légère remontée dans les années 1950 (de 4,7 à 6,2 pour cent en moyenne), puis une chute brutale, à moins de 2 pour cent, dans les années 1960, pour arriver à zéro au milieu des années 1990. La plupart des auteurs membres du Conseil d'administration (82 pour cent) étaient des délégués gouvernementaux.

**Figure 4. Pourcentage de membres du Conseil d'administration du BIT parmi les auteurs de la *Revue***



Source: Base de données *RIT*.

<sup>46</sup> Du fait que depuis le milieu des années 1990 le nombre de membres du Conseil d'administration parmi les auteurs du BIT n'est plus statistiquement significatif et après quelques contrôles aléatoires, le relevé des données a été arrêté en 2000.

### 3. Élargir le champ de la recherche

Nous nous concentrerons dans cette section sur l'accentuation de l'autonomie institutionnelle de la *Revue* et du profil académique de ses auteurs, ce qui se reflète à bien des égards dans le type et la portée des travaux de recherche publiés. Ce lien est particulièrement visible dans les contributions de la *Revue* à d'importants débats académiques et politiques.

#### 3.1. Répartition géographique des articles de la *Revue*

Sur la période considérée, qui va de 1921 à 2020, la *Revue* a publié près de 3 000 articles signés, avec une extraordinaire diversité des sujets traités. Du point de vue de la géographie, ils se répartissent en deux groupes principaux: les articles clairement focalisés sur certains pays ou régions (65,4 pour cent) et les articles de portée mondiale (34,6 pour cent). Ces derniers sont soit véritablement internationaux, avec un large champ géographique, soit «généraux», sans ciblage géographique.

Les nombreux articles de portée nationale ou régionale mettent en évidence dès le début le caractère international de la *Revue*. Ainsi, dès 1922, deux articles sur l'Inde y sont publiés. Leurs auteurs sont un industriel britannique membre du gouvernement colonial et un dirigeant de coopérative britannique. Deux ans plus tard, Albert Thomas annonce fièrement: «notre effort en 1923 a été surtout d'assurer une répartition aussi internationale que possible et d'augmenter la participation des pays au sujet desquels les difficultés de langue rendent difficiles pour le lecteur d'obtenir des renseignements» (BIT, 1924, pp. 332-333). La *Revue* avait en effet couvert 17 pays différents, dont, pour la première fois, un article sur l'industrie et la main-d'œuvre en Chine, coécrit par le missionnaire britannique John Bernard Tayler, économiste et vice-président de l'Université (chrétienne) de Pékin, qui appartenait aux réseaux de réformateurs sociaux décrits dans la section 2.6, et par W. T. Zung, une jeune femme membre du mouvement féminin et ouvrier chinois (Tayler et Zung, 1923).

L'accent mis par Albert Thomas sur la diversité géographique révèle indirectement le défi que l'OIT a dû relever dès sa naissance, à savoir son orientation occidentalo-centrique. Dans les années 1920, près de 90 pour cent de tous les articles ayant une portée géographique claire concernaient l'Europe, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Toutefois, ce pourcentage a diminué pour atteindre 50 pour cent dans les années 2010. Comme le montre la figure 5, au fil du temps, la *Revue* a lentement mais progressivement élargi sa portée géographique, suivant en cela l'évolution générale de l'OIT.

Dès les années 1920, on trouve de plus en plus d'articles sur l'Asie (principalement sur l'Inde, le Japon et la Chine) et, dans les années 1930 et 1940, sur les pays d'Amérique latine – une extension qui reflète l'importance croissante de ces régions du monde pour l'OIT, du fait de la détérioration de la situation politique en Europe, puis de la guerre. Après le retour de l'Union soviétique au sein de l'OIT en 1954 (elle l'avait quittée en 1939), la *Revue* a commencé à publier des articles écrits par des auteurs originaires des pays du bloc de l'Est, une évolution que la figure 5 ne montre pas. Dans les années 1960 et 1970, l'engagement de l'OIT en faveur du développement a induit une augmentation

des contributions en provenance d'Afrique et d'Asie, souvent liées aux programmes de développement et aux activités de coopération technique du BIT. Enfin, la forte augmentation des articles sur l'Asie dans les années 2010 reflète surtout la montée en puissance de la Chine avec la mondialisation accélérée de l'économie.

Tout au long de son histoire, la *Revue* a eu tendance à privilégier l'industrie, et ce pour des raisons évidentes: les travailleurs de l'industrie, dont le taux de syndicalisation est traditionnellement élevé, incarnaient la relation de travail typique et le modèle de développement économique promu par l'OIT. Les pays industrialisés avaient une influence majeure sur les politiques de l'OIT, étant donné que les dix pays «dont l'importance industrielle est la plus considérable» disposaient de sièges permanents au Conseil d'administration (Constitution de l'OIT, art. 7). C'est aussi dans ces pays que les activités de recherche et la collecte de données étaient les plus avancées. Cela a eu, et a toujours, un impact sur les recherches menées par le BIT et sur le débat académique et politique en général. La *Revue* couvrait principalement les pays les plus importants de chaque région. En général il s'agissait aussi des plus anciens États Membres de l'OIT. Les États-Unis occupent la première place des pays faisant le plus souvent l'objet des articles de la *Revue* (10,2 pour cent<sup>47</sup>). Cela n'est pas surprenant compte tenu du rôle important qu'a presque toujours joué ce pays dans l'histoire de l'OIT. Les autres pays les plus importants sont l'Allemagne et le Royaume-Uni (environ 5,5 pour cent chacun), la France (4,6 pour cent), l'Union soviétique ou la Fédération de Russie (3,9 pour cent), l'Inde, qui était le pays d'Asie le plus important (3,7 pour cent), le Japon (3,0 pour cent), l'Australie (2,8 pour cent), la Chine (2,0 pour cent) et le Canada (2,0 pour cent).

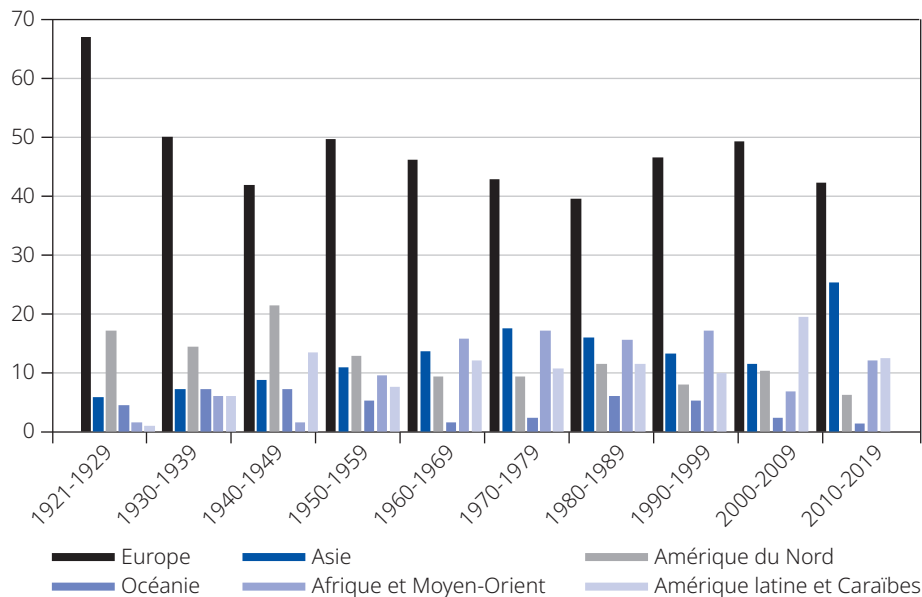
Si l'on considère les régions, la figure 5 montre qu'après l'Europe et l'Amérique du Nord, les articles portent sur l'Asie (14,4 pour cent), puis sur l'Amérique latine (10,4 pour cent). Parmi les pays d'Amérique latine, les articles traitent le plus souvent du Brésil (1,4 pour cent), puis du Chili et du Mexique (0,9 pour cent) et de l'Argentine (0,8 pour cent).

Les articles de la *Revue* sur l'Afrique (8,4 pour cent) traitent surtout de l'Afrique du Sud (0,8 pour cent), l'un des États Membres fondateurs de l'OIT, puis viennent le Kenya, le Nigéria et la République-Unie de Tanzanie (0,5 pour cent). Pour les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (3,4 pour cent), l'accent est mis sur l'Égypte (0,5 pour cent), la Tunisie et l'Iran (environ 0,35 pour cent chacun).

On peut considérer que la principale valeur ajoutée de la *Revue* tient à tous ces articles qui attirent l'attention sur de petits pays économiquement peu influents. Ils étaient néanmoins importants pour l'OIT et soulignent son engagement en faveur du principe d'universalité. Les premiers articles sur des pays d'Europe du Sud-Est comme la Roumanie, par exemple, ont permis de prendre conscience de tous les aspects du sous-développement rural et des divers problèmes qu'il engendre. Dans les années 1950, plusieurs articles sur la Yougoslavie montrent l'intérêt particulier que portait l'OIT à ce pays qui

---

<sup>47</sup> Calcul basé sur les articles ayant un champ géographique déterminé, région ou pays, soit dans le titre, soit après vérification dans le texte.

Figure 5. Répartition géographique des articles de la *Revue* (en pourcentage)

Source: Base de données RIT.

recevait à l'époque une assistance technique considérable pour renforcer son rôle d'«alternative au socialisme autoritaire soviétique» (Kott, 2021, p. 107). On relèvera, en 2017, un article sur le Viet Nam consacré aux effets de la sécurité sociale sur la productivité, une question essentielle pour l'OIT<sup>48</sup>.

Les études nationales et régionales étaient alors, et restent, les plus fréquentes, les études nationales étant souvent très spécialisées. Aujourd'hui, nombre d'entre elles sont dépassées et ne présentent qu'un intérêt historique. Depuis le «tournant académique» de la *Revue*, les études nationales sont principalement sélectionnées pour leur pertinence dans le cadre d'une discussion plus large sur un sujet important pour une région donnée. Les articles de portée «mondiale», qui présentent une plus grande valeur rétrospective, ont toujours représenté environ un tiers de tous les articles signés, avec une tendance à la hausse pour 2020 (50 pour cent). Pour les besoins du présent article, ils sont définis comme ayant une véritable «portée internationale», couvrant au moins deux régions, ou bien au moins trois pays situés dans deux régions différentes. Dans cette catégorie, nous incluons également les articles «généraux», plus théoriques et/ou traitant ou d'un débat en cours ou d'une question à l'ordre du jour. Ces articles généraux sont souvent interdisciplinaires et visent un lectorat intéressé par les questions du travail au sens le plus large. C'est à cette catégorie qu'appartient l'article de la *Revue* le plus fréquemment cité à ce jour, une étude sur l'exclusion sociale réalisée par la sociologue américaine Hilary Silver (Silver, 1994)<sup>49</sup>.

<sup>48</sup> Voir Lee et Torm (2017).

<sup>49</sup> L'article compte 2 114 citations sur Google Scholar (consulté le 28 décembre 2021).

### 3.2. Une diversité thématique changeante – Aperçu sur les contenus de la *Revue*

Le contenu des articles de la *Revue* peut être classé de différentes manières. Premièrement en fonction de leur orientation disciplinaire. L'analyse des mots-clés indique, sachant qu'il existe d'importants chevauchements, que près de 50 pour cent (1 370 des 2 970 articles signés) ont une perspective économique, traitant de sujets tels que l'emploi et le chômage, les marchés du travail, les prix et les salaires, les cycles économiques, l'industrie, le développement, etc.<sup>50</sup>. Cela correspond à l'observation selon laquelle de nombreux auteurs universitaires, sinon la plupart, étaient et sont encore des économistes. Les articles ayant une perspective juridique, par exemple sur le droit du travail et les droits des travailleurs, y compris les normes et autres instruments de l'OIT, sont en comparaison moins fréquents (374 sur 2 970 articles signés). Malgré une accentuation de l'orientation économique depuis les années 1990, conformément à la tendance générale de l'édition académique à se spécialiser (Margo, 2011), la *Revue* a réussi à maintenir une certaine multidisciplinarité. Au cours des deux dernières décennies, le nombre d'articles sur le droit du travail a considérablement augmenté, représentant 50 pour cent des articles publiés en 2020.

Deuxièmement, nous pouvons regrouper les articles en fonction de leur orientation thématique, en gardant à l'esprit que les catégories thématiques se chevauchent nécessairement. Depuis le début, l'objectif de la *Revue* a été de couvrir tous les aspects du monde du travail qui présentent un intérêt pour l'OIT et pour un public international plus étendu encore. Du fait de cet engagement en faveur de la diversité thématique, en plus de la diversité géographique, une extraordinaire variété de sujets ont été abordés. L'éventail était particulièrement large dans la première moitié du siècle d'existence de la *Revue*, lorsque les stratégies éditoriales étaient moins précisément définies.

Au sein de ce vaste champ thématique, il est néanmoins possible d'identifier un certain nombre de grands sujets que la *Revue* a abordés de façon récurrente sur de longues périodes.

Une analyse en fonction des mots-clés figurant dans le titre, qui implique nécessairement des chevauchements, et qui ne prend en compte que les catégories les plus importantes, fait apparaître la répartition suivante. Vient en premier le thème de l'emploi et du marché du travail (493 sur 2 970 articles), suivi par les relations collectives du travail (408), le droit du travail (374), la protection sociale (358), le développement (214), le travail des femmes (177), les salaires (172), les migrations et les réfugiés (125) et la technologie (92). Certains de ces

<sup>50</sup> En fonction de leur fréquence dans le titre, les mots-clés suivants dénotaient une orientation économique: coopération; coût de la vie; crise; dépression; développement; emploi; finance; industrie; inflation; investissement; marché du travail; marché; nationalisation; planification; prix; production; intervention de l'État; commerce international (échanges internationaux); sous-emploi; chômage; salaires. Les mots-clés suivants, une orientation juridique: acte; Constitution; contrat; convention; tribunal (cour); déclaration; loi; législation; recommandation; réglementation; droit; droits; norme. Les articles pouvaient être classés dans les deux catégories.

sujets et leur traitement par la *Revue* au cours de son histoire font l'objet des numéros du centenaire de la *Revue*<sup>51</sup>.

Bien que ces sujets et d'autres plus spécifiques aient été traités régulièrement dans la *Revue*, le programme de recherche du BIT et ses priorités expliquent que nous observions, certaines années, un nombre élevé d'articles sur un sujet spécifique. Dans les années 1920, par exemple, plus d'un cinquième (21,1 pour cent) des articles signés concernaient les syndicats et les relations collectives du travail. Cela montre l'importance du sujet pour l'OIT dans ces années-là, car dans certains États Membres les syndicats n'existaient pas ou faisaient l'objet de pressions. La liberté syndicale n'était pas encore un droit reconnu, et la négociation collective n'en était qu'à ses débuts. Dans les années 1950, on trouve toute une série d'articles sur la productivité, autre sujet récurrent et axe important du travail de l'OIT. Cela a également créé un terrain commun pour engager la coopération avec les pays socialistes et les États nouvellement indépendants (Kott, 2019). Dans les années 1980, le nombre d'articles sur la technologie a augmenté. Il reflétait les recherches du BIT, notamment dans le cadre du Programme mondial de l'emploi, sur les conséquences des techniques émergentes (microélectronique, informatique, fabrication assistée par ordinateur, etc.), tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.

### 3.3. Contributions de la *Revue* aux grands débats

Tout au long de l'histoire de la *Revue*, nous pouvons identifier les moments où elle a participé aux grands débats politiques et académiques qui s'étendaient au-delà de la communauté de l'OIT. Dans cette section, nous analysons quatre exemples, montrant comment la *Revue* a créé des synergies entre la recherche interne et la recherche externe.

#### 3.3.1. De l'assurance sociale à la sécurité sociale

La sécurité sociale a été l'un des principaux domaines d'activité de l'OIT tout au long de son histoire. Cela fut particulièrement vrai durant l'entre-deux-guerres et la seconde guerre mondiale, où elle a joué un rôle de premier plan pour faire valoir ce qui était à l'époque une solution progressiste au chômage et à la pauvreté. De nombreux articles de la *Revue* publiés dans les années 1920 reflètent l'expertise internationale que le BIT avait acquise dans le domaine de l'assurance sociale et qui a servi de base à 13 des 57 conventions adoptées entre 1921 et 1936 (Kott, 2008, p. 30). Beaucoup de ces articles étaient des études nationales<sup>52</sup>, mais certains ont été commandés à des auteurs externes dans le but explicite de

---

<sup>51</sup> Chaque numéro du centenaire est présenté par un ou plusieurs experts de renom et les thèmes abordés sont les suivants: informalité (Kanbur, 2021); technologie et emploi (Howcroft et Rubery, 2021); femmes et inégalité de genre (Folbre, 2021); relations collectives du travail (Bosch, 2021), droit du travail (Dukes, Fudge et Mundlak, 2021); développement (Ghosh et Rani, 2021); pauvreté et inégalités (Rodgers, 2021). Ils sont accessibles à l'adresse suivante: [https://www.ilo.org/global/publications/journals/international-labour-review/WCMS\\_795246/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/journals/international-labour-review/WCMS_795246/lang-fr/index.htm).

<sup>52</sup> Entre 1921 et 1950, la *Revue* a publié des articles sur des pays d'Europe tels que l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Grèce, la Hongrie, le Royaume-Uni ou la Tchécoslovaquie, mais aussi sur l'Union soviétique et les États-Unis, ainsi que sur des pays d'Amérique latine comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Équateur et l'Uruguay.



fournir «une revue d'idées, une comparaison de doctrines, un examen critique de la valeur des différents systèmes, un exposé des problèmes qui se posent à l'heure présente sous une forme nouvelle et une indication des tendances qui se manifestent aujourd'hui dans le domaine de l'assurance sociale». On pensait que la *Revue internationale du Travail* pourrait «constituer une tribune où [seraient] accueillies les observations et les suggestions» sur le sujet (Ferdinand-Dreyfus, 1924, p. 610). L'une des questions fondamentales abordées dans la *Revue* était: Comment financer l'assurance sociale?

Le «Who's Who» des réseaux européens d'assurance sociale, ainsi qu'Adrien Tixier, chef du service des assurances sociales au BIT, ont publié dans la *Revue*, et mis de cette manière en évidence le rôle de premier plan que jouait l'OIT dans ce domaine. Un certain nombre d'auteurs venaient d'Allemagne, pays qui avait produit le modèle d'assurance sociale promu par l'OIT. Parmi eux, Andreas Grieser, directeur du département des assurances sociales du ministère allemand du Travail, et Alfred Manes, professeur à l'Université de Berlin jusqu'à son émigration en 1935. Avec quelques autres auteurs, ils étaient membres du Comité de correspondance du BIT sur les assurances sociales, qui était composé de professeurs d'université et d'administrateurs de haut niveau.

Pendant les années 1930 et les années de guerre, la *Revue* a publié une foule d'informations sur le sujet, généralement non signées, ainsi que des articles programmatiques rédigés par des fonctionnaires du BIT tels que Karl Pribram, chef de la Section de statistique du BIT, Oswald Stein et Maurice Stack, successeurs respectifs de Tixier comme chefs de la Section des assurances sociales. Des experts extérieurs, notamment d'Amérique latine, ont également contribué à la *Revue*, reflétant le fait que, pendant la guerre, l'Amérique latine était devenue un important champ d'activité de l'OIT en matière d'assurances sociales. Parmi ces auteurs, on trouve, par exemple, le futur Président du Chili, Salvador Allende, qui était à l'époque ministre de la Santé et des Assurances sociales (Allende, 1942).

Pendant la guerre, lorsque l'OIT s'est rangée du côté des Alliés et a bénéficié du soutien de l'administration Roosevelt, elle s'est détournée de l'assurance sociale pour promouvoir le concept plus large de sécurité sociale, développé surtout dans le rapport Beveridge<sup>53</sup> auquel des experts du BIT comme Oswald Stein avaient apporté des informations sur les politiques de sécurité sociale dans divers pays (Maul, 2019, p. 127). La *Revue* a reflété cette évolution et a publié un résumé du rapport Beveridge (*RIT*, 1943). Il a été suivi d'un certain nombre d'études par pays et d'articles, dont certains ont été rédigés par des personnalités politiques de premier plan, comme Arthur J. Altmeyer, le président du Conseil de la sécurité sociale des États-Unis (Altmeyer, 1945), ou Pierre Laroque, le «père» du système français de sécurité sociale (Laroque, 1948).

La *Revue* a donc soutenu les efforts de l'OIT pour internationaliser l'assurance sociale, puis la sécurité sociale, et pour les associer à une communauté

---

<sup>53</sup> William Beveridge était à l'époque le directeur de la London School of Economics. Son rapport, publié en 1942 et intitulé «Social Insurance and Allied Services» (L'assurance sociale et les services connexes), a fourni le plan directeur du système de protection sociale britannique d'après-guerre, intégrant assurance sociale, aide sociale publique et assurance volontaire (Jensen, 2011, p. 230).

épistémique plus large. Tout en y contribuant, la *Revue* a fait valoir le prestige de l'OIT dans ce domaine en faisant connaître les études d'experts renommés et internationalement reconnus sur d'importantes questions relatives à la réglementation, à l'administration et au financement des systèmes de sécurité sociale, ainsi qu'à leurs effets sur l'emploi et le chômage.

### 3.3.2. De la recherche à la politique – Le débat économique de l'entre-deux-guerres et le New Deal

Dans les années 1920, et surtout dans les années 1930, la *Revue* devient un forum pour le débat économique sur les causes du chômage et les mesures à prendre pour le combattre. Des économistes du BIT – tels que John R. Bellerby, Henri Fuss, Percival W. Martin, John H. Richardson, Edward J. Riches, Wladimir Woytinski et Lewis Lorwin – mais aussi des chercheurs extérieurs comme l'économiste américain Irving Fisher ou les économistes suédois Bertil Ohlin et Gustav Cassel ont partagé leurs travaux et leurs idées dans la *Revue*.

Depuis sa création en 1919, les activités de recherche du BIT ont traité les problèmes du travail et les questions sociales comme étant intrinsèquement liés aux affaires économiques. Pendant l'entre-deux-guerres, il a mis en place un système de statistiques du travail, procédé à un examen général de la situation de l'emploi dans le monde, publié des rapports de fond, ainsi que des articles dans la *Revue*, sur les questions d'emploi. Ce corpus de recherche témoigne d'un haut niveau de connaissances techniques et d'une compréhension précoce de l'interdépendance des conditions de travail et des politiques économiques et financières qui quant à elles affectent la production, la consommation, l'investissement et les cycles économiques, et que c'est à l'échelle internationale qu'il faut appliquer les solutions.

Dans les années 1920, les études nationales publiées dans la *Revue* viennent à l'appui de la position de l'OIT selon laquelle l'instabilité économique et le chômage qui ont sévi en Europe après la première guerre mondiale étaient dus à des politiques monétaires malavisées et qu'il fallait donc coordonner les politiques monétaires à l'échelle internationale. Les travaux de John R. Bellerby, économiste britannique du BIT, ont été loués par John Maynard Keynes pour leur apport à la connaissance des politiques monétaires et pour leur impact sur les marchés du travail (voir Endres et Fleming, 1996, p. 230, note 19).

Dans un contexte de crise économique et de chômage de masse sans précédent, les économistes du BIT font valoir que les politiques monétaires ne suffisent plus pour surmonter une telle situation critique. Très tôt, ils adoptent les idées keynésiennes et proposent des politiques concrètes de lutte contre le chômage de masse au moyen de programmes de travaux publics à grande échelle, avec coordination internationale. Ils appartiennent à un réseau d'économistes qui ont soit travaillé directement avec Keynes, soit souscrit à ses principales idées. Ils mettent l'accent sur l'interdépendance entre progrès social et progrès économique et préconisent la planification économique et l'intervention de l'État dans le cadre d'une économie de marché ouverte. Keynes a expressément rendu hommage à l'approche de l'OIT dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, publiée en 1936. Abba Lerner, célèbre économiste britannique

d'origine russe et disciple de Keynes, a résumé ses principales idées dans un article de la *Revue* qui a été approuvé par Keynes lui-même (Lerner, 1936).

Mais la *Revue* ne se contente pas de promouvoir les idées keynésiennes, elle est aussi un lieu de débats. Par exemple, elle publie deux articles de l'économiste néoclassique suédois Gustav Cassel, l'un des critiques les plus sévères de Keynes, car, «étant donné la place éminente que les deux auteurs occupent dans le monde des économistes et l'importance que les problèmes débattus présentent pour l'étude de diverses questions qui, à l'heure actuelle, sollicitent spécialement l'attention de l'Organisation internationale du Travail, nous croyons devoir soumettre impartialement aux lecteurs de la *Revue* les deux conceptions en présence» (Cassel, 1937, p. 469)<sup>54</sup>.

Au cours des années suivantes, la *Revue* se concentre sur les politiques de redressement. Elle a ainsi fait état de nombreuses reprises d'études sur les programmes de travaux publics dans divers pays et a publié des articles de chercheurs renommés, comme Bertil Ohlin (Ohlin, 1935a et 1935b), et de hauts fonctionnaires, comme le secrétaire américain à l'Intérieur Harold Ickes, qui était responsable des programmes de travaux publics américains sous l'administration Roosevelt (Ickes, 1937).

Plus tard, dans les années 1940, la *Revue* a également publié un certain nombre d'articles de femmes directement engagées dans le New Deal. Elles étaient moins connues que leurs homologues masculins mais ont beaucoup contribué à la mise sur pied et à la promotion des politiques du New Deal<sup>55</sup>. La *Revue* a donc donné de la visibilité à la «relation quasi symbiotique» entre l'OIT et le keynésianisme (Maul, 2019, p. 90) et a contribué à internationaliser les politiques du New Deal, ce qui était un objectif de l'Organisation.

### 3.3.3. Une nouvelle approche du développement – La *Revue* et le Programme mondial de l'emploi

Dans les années 1950 et 1960, avec la décolonisation et l'adhésion à l'OIT des pays en développement, l'emploi est devenu une priorité des politiques de développement de l'Organisation. Le Programme mondial de l'emploi, lancé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OIT en 1969, a été la contribution de l'Organisation à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (1971-1980), dans un contexte de montée des critiques à l'encontre de l'approche du développement fondée sur la «croissance par l'industrialisation», qui, malgré une certaine progression, ne créait pas davantage d'emplois.

Le Programme mondial de l'emploi a placé la création d'emplois au centre des stratégies de développement et a promu plusieurs concepts clés tels que

<sup>54</sup> Cassel avait antérieurement critiqué une résolution de la CIT sur les programmes internationaux de travaux publics, qu'il estimait n'être qu'un remède de dernier recours (Cassel, 1932).

<sup>55</sup> Citons par exemple l'article sur l'indemnisation du chômage aux États-Unis d'Evelyn Mabel Burns, économiste à l'Université de Columbia, qui a participé à la rédaction de la loi sur la sécurité sociale de 1935 (Burns, 1938); ou l'article de Catherine Bauer sur le logement aux États-Unis (Bauer, 1945). Cette dernière avait été l'auteur principal de la loi sur le logement de 1937 (loi Wagner-Steagall), qui, pour la première fois aux États-Unis, offrait des logements abordables et subventionnés aux citoyens à faible revenu.

«technologies appropriées», «besoins essentiels» et «redistribution de la croissance». Il a également attribué un rôle fondamental à la recherche dans la conception des politiques de l'emploi, et ainsi fortement contribué à améliorer la compréhension des problèmes d'emploi dans le monde en développement grâce à ses missions sur le terrain et au vaste corpus de travaux de recherches innovants qu'il a suscités pendant deux décennies. Il a grandement bénéficié de sa collaboration fructueuse avec l'Institut d'études du développement de l'Université du Sussex, ainsi qu'avec un vaste réseau d'universitaires et d'analystes politiques de haut niveau.

Ces travaux de recherche ont été diffusés sous diverses formes: rapports, documents de travail et, surtout, articles publiés dans des revues, au premier rang desquelles la *Revue*. En effet, selon le plan de publication du Programme mondial de l'emploi<sup>56</sup>, la *Revue* était censée être le principal canal de diffusion des résultats de la recherche, même si les chercheurs étaient libres de publier des articles auprès d'éditeurs externes, commerciaux ou non<sup>57</sup>. Dans les années 1970, les articles du Programme mondial de l'emploi représentaient un pourcentage considérable de tous les articles de la *Revue*<sup>58</sup>. À différentes étapes du programme, ses dirigeants et ses personnalités de premier plan – des économistes du développement bien connus tels que Louis Emmerij, Richard Jolly, Hans Singer, Walter Galenson, Dudley Seers et Dharam Ghai – ont apporté leur contribution sous forme d'articles importants dans la *Revue*. Les experts et les universitaires collaborateurs du BIT, de nombreux chercheurs, économistes et autres spécialistes des sciences sociales «jeunes et très motivés» – dont certains originaires de pays en développement – ont fourni une multitude d'études et d'articles de recherche de portée nationale (BIT, 2020, p. 7).

En 1970, la *Revue* a publié ce qui peut être considéré comme son premier «numéro spécial» intitulé «Recherche économique pour le Programme mondial de l'emploi» (*RIT*, 1970) avec des articles de deux lauréats du prix Nobel, Jan Tinbergen et W. Arthur Lewis, qui résumaient le débat parfois controversé entre les économistes du BIT et les experts universitaires sur les priorités de recherche de ce programme (Lewis, 1970). L'ordre du jour du travail de recherche a pris forme au cours des années suivantes avec un certain nombre de programmes de recherche thématiques. L'un d'eux concernait la technologie et l'emploi et analysait en particulier le choix de la «technologie appropriée» dans les pays en développement. La *Revue* a publié un nombre considérable d'études nationales, mais aussi des analyses plus larges, comme l'article d'Amartya Sen sur l'emploi, les institutions et la technologie en 1975 (Sen, 1975).

---

<sup>56</sup> ABIT, registre 180855, ADM 1001, dossier 2, Comité des publications, Suggestions pour une politique cohérente de publication du Programme mondial de l'emploi, note complémentaire du 4.1.1974, annexe.

<sup>57</sup> Entre 1978 et 1991 ont paru huit éditions d'une bibliographie des recherches publiées du Programme mondial de l'emploi (*Bibliography of Published Research of the World Employment Programme*). On y constate le rôle important qu'a joué la *Revue* dans la diffusion des travaux de recherche de ce programme.

<sup>58</sup> En 1973, par exemple, sur 45 articles parus dans la *Revue*, 20 étaient basés sur des recherches de ce programme.

En 1974, alors que l'inquiétude monte à propos de la surpopulation et de l'insécurité économique dans les pays en développement, un numéro spécial de la *Revue* présente les recherches du Programme mondial de l'emploi sur la population et l'emploi (*RIT*, 1974). Il comprenait les contributions d'éminents experts en études démographiques, mais aussi les points de vue des employeurs et des syndicats<sup>59</sup>.

Une autre série d'articles de la *Revue* s'est appuyée sur les recherches du programme Urbanisation et emploi, qui a attiré l'attention sur l'informalité, l'un des concepts clés du Programme mondial de l'emploi. Ce concept a été analysé et popularisé, à l'époque sous la dénomination de «secteur informel», dans un certain nombre d'articles de la *Revue*, à commencer par un article tirant les leçons d'une mission pour la stratégie de l'emploi au Kenya en 1972 (Singer et Jolly, 1973)<sup>60</sup>.

Le Programme mondial de l'emploi a largement contribué à une meilleure compréhension des inégalités de revenus entre les secteurs urbains et ruraux et entre les zones géographiques (BIT, 2020). La contribution de l'économiste du BIT Felix Paukert, l'un des articles de la *Revue* les plus cités à ce jour<sup>61</sup>, reposait sur des recherches innovantes et a été suivie de plusieurs études nationales dans les années 1970 (Paukert, 1973).

Enfin, un programme central du Programme mondial de l'emploi était axé sur l'emploi rural, avec des travaux de recherche sur la pauvreté, la privation de terres et la structure agraire. La *Revue*, se départant alors de son ciblage habituel sur les pays industrialisés, a publié, jusque dans les années 1980, un nombre considérable d'articles sur le développement rural, la réforme agraire<sup>62</sup>, les effets de la révolution verte<sup>63</sup> ou l'évolution des approches du développement rural<sup>64</sup>.

En 1976, à l'apogée des travaux du Programme mondial de l'emploi, la Conférence mondiale sur l'emploi a approuvé une nouvelle stratégie de développement fondée sur les «besoins essentiels», «concept large et multidimensionnel» (Rodgers, 2021, p. 4) pour lutter contre la pauvreté persistante dans les pays en développement (BIT, 1976). Au cours des années suivantes, la *Revue* a publié un certain nombre d'articles sur les besoins essentiels. Ils s'inspiraient du corpus en expansion des travaux de recherche innovants du Programme mondial de l'emploi qui encourageaient le développement de stratégies nationales et identifiaient des indicateurs des besoins essentiels<sup>65</sup>. Le concept a fini par disparaître au début des années 1980 (BIT, 2020), lorsque le Programme mondial de l'emploi a perdu de sa vigueur dans un contexte politique et économique de plus en plus

---

<sup>59</sup> Voir les articles du président de la fédération des employeurs de l'Inde, N. H. Tata, et du président de l'Organisation régionale asiatique de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), P. P. Narayanan (Tata, 1974; Narayanan, 1974).

<sup>60</sup> Voir également le numéro du centenaire n° 1: Kanbur (2021).

<sup>61</sup> Google Scholar donne un nombre de citations de 1 005 (consulté le 28 décembre 2021).

<sup>62</sup> Voir, par exemple, Dorner et Felstehausen (1970).

<sup>63</sup> Voir, par exemple, Ahmed (1976) et une réponse critique de Gill (1977).

<sup>64</sup> Voir, par exemple, Lee (1980).

<sup>65</sup> Voir, par exemple, Sheehan et Hopkins (1978) et Rodgers (2021).

défavorable. La *Revue* a toutefois continué à publier les travaux jusqu'à la fin du programme au début des années 1990.

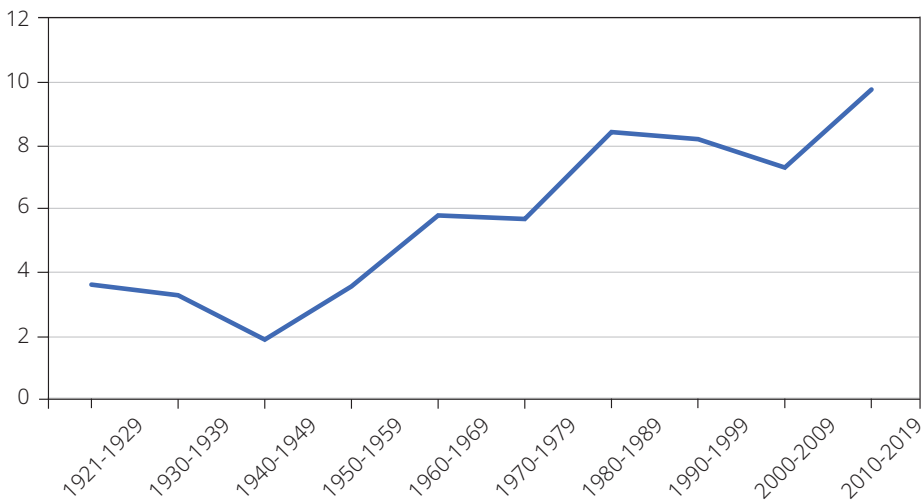
### 3.3.4. Élargir le débat sur la diversité – Le travail des femmes et l'égalité des sexes dans la *Revue*

Tel qu'il apparaît dans la *Revue*, le débat sur le travail des femmes diffère quelque peu de ceux que nous avons présentés jusqu'ici. Non seulement il s'étend sur une plus longue période, avec deux moments clés en 1975 et 1999, mais encore il repose beaucoup plus sur des contributions externes, que la *Revue* a sollicitées pour enrichir et élargir le débat au sein de l'OIT. En outre, les auteurs venaient d'horizons et de disciplines plus variés, avec davantage d'approches interdisciplinaires.

Le travail des femmes est à l'ordre du jour de l'OIT depuis sa création, et le nombre d'articles de la *Revue* qui lui sont principalement consacrés n'a cessé d'augmenter, la proportion passant de 3,6 pour cent dans les années 1920 à 9,8 pour cent dans la dernière décennie<sup>66</sup>, au cours de laquelle l'on trouve aussi beaucoup plus d'articles contenant des données ventilées par sexe.

Les auteurs de ces articles étaient le plus souvent, mais pas exclusivement, des femmes. Dès les années 1920, la *Revue* a commencé à s'intéresser tout particulièrement au travail des femmes. Pendant la Grande Dépression, par exemple, elle a publié les recherches d'avant-garde de Marguerite Thibert, fonctionnaire du BIT (Thibert, 1933a et 1933b). Après la seconde guerre mondiale, la *Revue* a publié plusieurs articles sur l'emploi des femmes et le travail domestique, principalement dans l'hémisphère Nord. Cependant, ils ne reflétaient pas les normes

Figure 6. Proportion d'articles de la *Revue* sur le travail des femmes



Source: Base de données RIT.

<sup>66</sup> Les statistiques sont basées sur la présence dans les titres des mots-clés suivants: femmes, féminin, genre, maternité, harcèlement sexuel, égalité de rémunération, famille, (in)égalités, combinés à des vérifications dans le texte des articles.

de travail progressistes adoptées à l'époque par l'OIT, telles que la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, et la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. Dans les années 1950 et 1960, avec la décolonisation, les articles sur l'emploi des femmes dans certains pays d'Afrique et d'Asie sont devenus plus fréquents, illustrant l'émergence d'une nouvelle catégorie: la travailleuse du monde en développement (Boris, 2019).

L'attention portée aux droits des femmes au travail s'est considérablement accrue dans les années 1970. Le mouvement de libération des femmes a placé les droits des femmes au centre du débat public. L'ONU a organisé sa première Conférence mondiale sur les femmes à Mexico en 1975, suivie par la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985). L'OIT a adopté une Déclaration sur l'égalité de chances et de traitement pour les travailleuses en 1975 et il a été créé un bureau de la Conseillère spéciale pour les questions relatives aux travailleuses au sein du BIT à Genève. La question des femmes et du travail est considérée dans un contexte de plus en plus large, ce qui entraîne une plus grande variété des travaux de recherche entrepris. L'ampleur du débat public et universitaire a conduit la *Revue* à consacrer plus de place au travail des femmes. En 1975, elle a ainsi publié un certain nombre d'articles couvrant un éventail plus large de sujets, allant de l'égalité de rémunération dans les pays industrialisés à la discrimination à l'encontre des travailleuses dans la protection sociale et les décisions judiciaires. La plupart des articles avaient une portée nationale, mais certains abordaient des problèmes essentiels et universels comme le travail reproductif non rémunéré, l'accès inégal à l'emploi ou l'exclusion des femmes de la vie sociale et politique. Parmi les auteurs figuraient d'éminentes féministes occidentales, des responsables d'administrations publiques et des universitaires<sup>67</sup>. Au cours des années suivantes, la question des femmes dans les pays en développement, qui n'avait pas vraiment été abordée en 1975, a été reprise avec un intérêt renouvelé. Le Programme du BIT pour les femmes rurales (1975-1985), lié au Programme mondial de l'emploi, a mené des recherches novatrices qui ont permis d'identifier les priorités en matière d'assistance technique (Ahmad et Loutfi, 1982). Un groupe d'économistes du BIT a publié une série d'articles sur le travail des femmes rurales dans la *Revue*, souvent basés sur les recherches du Programme mondial de l'emploi, ajoutant une perspective féministe au débat sur le développement (Palmer, 1977)<sup>68</sup>.

Au titre du suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995 à Pékin et dans le cadre de son Agenda du travail décent, de 1999, l'OIT a commencé à intégrer l'égalité entre les sexes à l'ensemble de ses activités. À la lumière de ces développements, Loutfi, rédactrice en chef de la *Revue* à cette époque, a décidé de publier en 1999 un double numéro spécial intitulé «Femmes,

---

<sup>67</sup> Parmi elles, Elizabeth Reid (Reid, 1975), fonctionnaire du gouvernement australien et pionnière du développement, Éliane Vogel-Polsky (Vogel, 1975), féministe belge et professeure renommée de droit du travail, et Sylvia Gelber (Gelber, 1975), directrice du Bureau des femmes du ministère du Travail canadien.

<sup>68</sup> Voir, par exemple, les articles de Bina Agarwal, qui a rédigé le premier article sur le développement rural avec des données ventilées par sexe (Agarwal, 1981), de Zubeida Ahmad (Ahmad, 1980) et de Martha Loutfi, qui a coordonné le programme (Loutfi, 1987).

genre et travail», qui faisait le point sur les données disponibles, les questions émergentes et les approches politiques (*RIT*, 1999).

L'essentiel de ce numéro spécial repose sur des travaux récents menés par des chercheurs du BIT et des universitaires externes renommés, qui ont enrichi le débat d'idées et d'approches novatrices. Parmi eux, nous trouvons la célèbre philosophe américaine et théoricienne de la justice sociale Martha Nussbaum qui, en termes de genre et d'égalité, a dépassé l'approche des capacités humaines d'Amartya Sen (Nussbaum, 1999).

Ce double numéro spécial a été suivi en 2001 par une anthologie de 22 articles de la *Revue* publiés entre 1996 et 2000, intitulée *Women, Gender and Work: What is Equality and How Do We Get There?* Publiée sous la direction de Loutfi, cette anthologie comprenait des articles provenant d'un large éventail de disciplines et élargissait le débat au-delà de l'emploi et du revenu (Loutfi, 2001). L'article de l'économiste du BIT Richard Anker sur les théories en matière de ségrégation professionnelle hommes-femmes est devenu l'un des articles de la *Revue* les plus cités (Anker, 1997)<sup>69</sup>. Dans les années qui suivent, le nombre d'articles de la *Revue* consacrés au travail des femmes n'a cessé d'augmenter. Ainsi, en 2017, le BIT a publié le deuxième volume de *Women, Gender and Work*, sous-titré *Social Choices and Equalities*. Publiée sous la direction du rédacteur en chef de la *Revue*, d'une économiste du BIT, spécialiste du développement, et de deux éminentes chercheuses externes, cette anthologie présentait une sélection de 32 articles d'économistes, de sociologues et de juristes de renom initialement rédigés pour la *Revue* dans les années 2000. Elle associait le débat sur des stratégies pratiques à une réflexion sur des questions fondamentales, telles que la nature du travail et sa valeur pour les individus et les sociétés (Lansky *et al.*, 2017). Jusqu'à présent, la *Revue* s'est attachée à attirer l'attention sur les travaux de recherche, en matière économique et de travail, qui mettaient l'accent sur la dimension de genre. L'un des plus récents traite des effets du COVID-19 sur les travailleuses dans les chaînes de valeur mondiales (Tejani et Fukuda-Parr, 2021).

Il s'agit là de quatre exemples marquants de contributions de la *Revue* aux débats académiques et politiques. Cependant la *Revue* a pris part à d'autres reprises aux synergies qui s'établissaient entre la communauté de l'OIT et les participants à de grands débats en publiant des articles d'éminents chercheurs qui apportaient une vision non seulement novatrice, mais aussi critique. Nous pourrions mentionner ici le numéro spécial de 2009 sur l'expérience néolibérale de l'Amérique latine (*RIT*, 2009), le numéro spécial sur la crise mondiale un an plus tard (*RIT*, 2010a) ou nombre d'articles notables sur les inégalités (Rodgers, 2021).

Les numéros spéciaux de la *Revue* sur l'avenir du travail ont également un caractère multidisciplinaire et critique. Réagissant au débat émergent sur la transformation du travail résultant des changements technologiques et de l'accélération de la mondialisation, le sujet a été abordé pour la première fois en 1996 (*RIT*, 1996), puis à nouveau lors du centenaire de l'OIT en 2019 (*RIT*, 2019

---

<sup>69</sup> Cet article compte à ce jour 976 citations selon Google Scholar (consulté le 27 décembre 2021).



et 2020) – avec des articles sur des questions fondamentales d’un point de vue économique et juridique, mais aussi sociologique (Méda, 2019) et historique (Cherry, 2020) –, s’inscrivant dans un cadre plus large: celui des perspectives d’avenir de l’OIT à l’entrée d’un nouveau siècle d’existence (Supiot, 2020).

## 4. Remarques finales

### 4.1. Quatre réflexions

Revenir sur cent ans d’histoire de la *Revue* et se plonger dans toute la diversité de ses articles a été une expérience enrichissante et a suscité bien des réflexions. Nous espérons que ce travail renforcera l’intérêt pour cette publication unique et incitera à poursuivre les recherches historiques.

Quelles sont ces réflexions? Premièrement, le processus de transformation pour passer d’une revue institutionnelle polyvalente à une revue de type académique, que nous avons analysé à plusieurs niveaux, fut un mélange de continuité et de changement. Il s’est accéléré à deux moments, dans les années 1990 et au milieu des années 2000. Bien que cette transformation s’inscrive dans une tendance générale, elle a été impulsée à chaque fois par des fonctionnaires du BIT qui ont reconnu la nécessité pour la *Revue* de s’adapter et de s’améliorer pour mieux remplir son rôle au service de l’OIT.

Deuxièmement, la transformation ne se manifeste pas seulement dans l’évolution de la structure et du contenu de la *Revue*, de sa position institutionnelle et du profil professionnel de ses auteurs. Elle est également visible dans la nature des travaux de recherche qui y sont présentés. Pendant la majeure partie de son histoire, la *Revue* a partagé et promu des travaux menés au sein du Bureau ou commandés par lui. Mais, au cours des dernières décennies, on a davantage sollicité des recherches externes, pertinentes et de qualité, en mettant l’accent sur la création de synergies avec les recherches du BIT. Le récent triple numéro spécial: «Le COVID-19 et le monde du travail» en est un excellent exemple<sup>70</sup>. Il propose des contributions de spécialistes du BIT et de chercheurs externes, issus de diverses disciplines, qui non seulement analysent les effets de la pandémie et des mesures prises en réaction sur un large éventail de travailleurs et de situations de travail dans le monde entier, mais proposent aussi des réflexions et avancent des propositions pour le monde du travail après le COVID.

Troisièmement, la transformation de la *Revue* est aussi l’histoire de davantage d’autonomie. Le mandat de l’OIT et les intérêts de ses mandants, définis au sens large, ont toujours guidé les décisions éditoriales concernant le choix des articles et les méthodes de travail. Toutefois, le pouvoir de décision des rédacteurs de la *Revue* et du Comité de rédaction s’est progressivement accru au fil du temps, et la *Revue* a acquis un caractère moins institutionnel.

Nous pouvons dire, quatrièmement, que la *Revue* est bien plus que l’ombre portée de l’OIT, même si elle en est en grande partie un reflet. En effet, dès le début, la *Revue* s’est quelque peu écartée de la trajectoire générale que suivait

---

<sup>70</sup> Un premier numéro a paru en mars 2022 (*RIT*, 2022).

l'OIT, par exemple en mettant davantage l'accent sur les questions économiques, en s'abstenant de participer à certains débats internes (et politiquement complexes) comme pendant la guerre froide à propos du travail forcé ou lors de l'adoption en 1998 de la Déclaration sur les principes et droits fondamentaux au travail, ou encore en attirant l'attention sur des questions émergentes, comme le travail dans les activités de soin à autrui (voir *RIT*, 2010b).

## 4.2. L'impact académique et politique de la *Revue*

L'évaluation de l'impact des revues académiques se fonde généralement sur diverses mesures des citations, souvent le nombre moyen de citations par article publié. Ces mesures relèvent d'une approche quantitative de l'évaluation de la qualité de la recherche académique, qui fait l'objet de controverses et de critiques (Supiot, 2021, pp. 16-17). En outre, ces indicateurs présentent de nombreuses faiblesses. Un autre problème est le caractère multidisciplinaire de la *Revue*, qui peut être un avantage pour certaines disciplines, mais qui est certainement considéré comme une limitation par des auteurs qui cherchent à être reconnus en publiant dans des revues très spécialisées.

Il reste que, depuis plus de deux décennies maintenant, nous sommes à même d'évaluer l'impact académique de la *Revue*. Il s'agit d'une revue «savante» relativement jeune, en tant que telle, par rapport à ses concurrents, et il faut du temps pour cumuler les citations. Mais la *Revue* a sans nul doute un avenir prometteur, étant donné ses normes de publication élevées et son processus de révision éditoriale qui induit une amélioration sur le fond et la resoumission d'articles de haute qualité. Ces atouts portent leurs fruits, comme en témoignent la liste croissante d'articles fréquemment cités<sup>71</sup> et la forte montée du facteur d'impact SCR de *l'édition en anglais* depuis 2007<sup>72</sup>.

Pour la majeure partie de l'existence de la *Revue*, il est impossible de quantifier son impact, académique ou politique. Le nombre d'abonnements n'est pas un indicateur fiable, étant donné la politique de distribution gratuite de la *Revue* et le manque de données statistiques sur son lectorat.

Nous pouvons néanmoins présumer que, avant même son «tournant académique», la *Revue* a eu un impact à la fois politique et académique, et ce pour deux raisons. Premièrement, parce que nous trouvons parmi les auteurs un nombre considérable de décideurs politiques influents, de personnalités publiques importantes et, de plus en plus, d'universitaires très réputés, voire de lauréats du prix Nobel. Nombre d'entre eux appartenaient à des

<sup>71</sup> Voir, par exemple, les citations de Google Scholar (entre parenthèses), consultées le 27 janvier 2022, pour Zweig, 2006 (286); Locke, Kochan, Romis et Qin, 2007 (309); Davoine, Erhel et Guergoat-Larivière, 2008 (255); Kucera et Roncolato, 2008 (258); Stiglitz, 2009 (327); Barrientos, Gereffi et Rossi, 2011 (929); Milberg et Winkler, 2011 (269); Williams et Lansky, 2013 (206); Rani, Belsler, Oelz et Ranjbar, 2013 (165); et Schmillen et Umkehrer, 2017 (165).

<sup>72</sup> Le facteur d'impact SCR moyen de la *Revue* pour la période la plus récente (2008-2020) s'est considérablement amélioré par rapport à la moyenne de la période 2000-2007. Une analyse plus détaillée sortirait toutefois du cadre de cet article. Voir l'histoire du facteur d'impact SCR de la *Revue*, consultable à l'adresse <https://www.scijournal.org/impact-factor-of-international-labour-review.shtml> (consulté le 28 décembre 2021).

communautés épistémiques de renom. Ils ont contribué aux débats universitaires et politiques que nous avons identifiés dans la section 3.3 et ont fourni nombre d'articles désormais «classiques» dans des domaines qui restent d'actualité<sup>73</sup>.

Deuxièmement, nous pouvons penser que les mandants de l'OIT, les praticiens et les décideurs politiques ont utilisé les données et les recherches publiées dans la *Revue* pour élaborer leurs argumentations dans les débats publics. C'était certainement le cas au cours des premières décennies de la *Revue*, lorsque son rôle principal était de soutenir le BIT quant à sa mission historique de centre d'information sur un large éventail de questions liées au travail.

En conclusion, il est évident que la *Revue* a eu un impact sur bien des aspects des discours et débats publics dans des domaines qui relèvent des missions de l'OIT et des objectifs évolutifs de la *Revue*.

Au cours des cent dernières années, l'OIT et la *Revue* ont mutuellement bénéficié l'un de l'autre. Grâce à l'expertise internationalement reconnue du BIT et à ses recherches innovantes, la *Revue* a pu obtenir des contributions d'auteurs et de leaders d'opinion renommés. En retour, la *Revue* a aidé l'OIT à accroître sa visibilité au sein de communautés épistémiques plus larges et à bénéficier des conseils d'experts pour formuler des politiques et des programmes visant à promouvoir les objectifs énoncés dans sa Constitution, ainsi que les principes de justice sociale, de respect des droits de l'homme et de travail décent.

Le débouché de ce partenariat fructueux est l'autonomie institutionnelle et intellectuelle dont la *Revue* jouit aujourd'hui et qui reste une condition préalable essentielle au renforcement de son statut de revue académique.

À l'aube du deuxième siècle d'existence de la *Revue*, nous pouvons espérer que les rédacteurs actuels et futurs maintiendront l'engagement de la *Revue* en faveur de la diversité, de la multidisciplinarité, du multilinguisme et, surtout, de sa rigueur académique et de son indépendance intellectuelle.

## Références

- Agarwal, Bina. 1981. «La mécanisation agricole et l'utilisation de la main-d'œuvre: une approche dissociée», *Revue internationale du Travail*, 120 (1): 127-141.
- Ahmad, Zubeida M. 1980. «Comment améliorer le sort des femmes de la campagne», *Revue internationale du Travail*, 119 (4): 455-469.
- , et Martha F. Loutfi. 1982. *Women Workers in Rural Development: A Programme of the ILO*. Genève: BIT.
- Ahmed, Iftikhar. 1976. «La révolution verte et la multiplication des tracteurs: relations réciproques et effets socio-économiques», *Revue internationale du Travail*, 114 (1): 93-104.
- Allende G., Salvador. 1942. «La médecine sociale au Chili», *Revue internationale du Travail*, 45 (1): 28-47.

<sup>73</sup> Un grand nombre de ces articles ont été sélectionnés pour figurer dans la Collection du centenaire. Voir la note 51.

- Altmeyer, Arthur J. 1945. «La sécurité sociale dans les pays d'Amérique: progrès réalisés en 1944», *Revue internationale du Travail*, 51 (6): 775-800.
- Anker, Richard. 1997. «Ségrégation professionnelle hommes-femmes: les théories en présence», *Revue internationale du Travail*, 136 (3): 343-370.
- Baker, Brian I. 2016a. «The Monthly Labor Review at 100 – Part I: The Early Years, 1915–30», *Monthly Labor Review*, mai 2016.
- . 2016b. «The Monthly Labor Review at 100 – Part II: The 'Middle Years,' 1930–80», *Monthly Labor Review*, mai 2016.
- Barrientos, Stephanie, Gary Gereffi et Arianna Rossi. 2011. «Nouveau paradigme du progrès économique et social dans les réseaux de production mondiaux», *Revue internationale du Travail*, 150 (3-4): 347-372.
- Bauer, Catherine. 1945. «Les problèmes et la politique du logement aux États-Unis», *Revue internationale du Travail*, 52 (1): 1-34.
- BIT (Bureau international du Travail). 1920a. *Cluses des traités de paix relatives au travail*. Genève.
- . 1920b. *Procès-verbaux de la 4<sup>e</sup> session du Conseil d'administration du BIT*. Genève.
- . 1921. *Rapport du Directeur*, 3<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail. Genève.
- . 1924. *Rapport du Directeur*, 6<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail. Genève.
- . 1925a. *Rapport du Directeur*, 7<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail. Genève.
- . 1925b. *Procès-verbaux de la 26<sup>e</sup> session du Conseil d'administration du BIT*. Genève.
- . 1944. *Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du Travail*, 26<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail, compte rendu des travaux, pp. 586-688. Philadelphie (Montréal).
- . 1969. *Programme et budget pour 1970/71*. Genève.
- . 1971. *Programme et budget pour 1972/73*. Genève.
- . 1976. *L'emploi, la croissance et les besoins essentiels: problème mondial*, Rapport du Directeur général du Bureau international du Travail à la Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail. Genève.
- . 1979. *Programme et budget pour 1980/81*. Genève.
- . 1993. *Programme et budget pour 1994/95*. Genève.
- . 1996. «Avant-propos: 75 ans de la *Revue internationale du Travail*, une rétrospective», *Revue internationale du Travail*, 135 (3-4): 271-282.
- . 2020. *The World Employment Programme (WEP): Past, Present and Future*, document publié à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du lancement du Programme mondial de l'emploi. Genève.
- . s.d. Orientation et thématiques. Consultable à l'adresse: [https://www.ilo.org/global/publications/journals/international-labour-review/WCMS\\_762921/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/journals/international-labour-review/WCMS_762921/lang-fr/index.htm).
- Blanchard, Francis. 1984. «La technologie, le travail et la société: quelques indices tirés des recherches du BIT», *Revue internationale du Travail*, 123 (3): 287-296.
- Bollé, Patrick. 2013. «La *Revue internationale du Travail* et l'OIT: jalons d'une histoire commune», *Revue internationale du Travail*, 152 (S1): 1-14.
- Boris, Eileen. 2019. *Making the Woman Worker. Precarious Labor and the Fight for Global Standards, 1919–2019*. New York: Oxford University Press.
- , Dorothea Hoehtker et Susan Zimmermann (dir. de publ.). 2018. *Women's ILO: Transnational Networks, Global Labour Standards, and Gender Equality, 1919 to Present*. Studies in Global Social History. Leyde et Genève: Brill et BIT.

- Bosch, Gerhard. 2021. «Introduction: Vers des relations collectives du travail inclusives: une sélection d'articles de la *Revue internationale du Travail* au cours du siècle écoulé», *Revue internationale du Travail*, Collection du centenaire n° 4.
- Burns, Eveline M. 1938. «L'indemnisation des chômeurs aux États-Unis», *Revue internationale du Travail*, 37 (5): 626-668.
- Butler, Harold. 1934. «L'œuvre de redressement économique aux États-Unis», *Revue internationale du Travail*, 29 (1): 1-24.
- Cassel, Gustav. 1932. «La reconstruction économique mondiale», *Revue internationale du Travail*, 26 (5): 664-668.
- . 1937. «La 'Théorie générale' de M. Keynes», *Revue internationale du Travail*, 36 (4): 469-479.
- Cherry, Miriam A. 2020. «Retour vers le futur: le fil rouge du débat sur le travail et la technologie au sein de l'OIT», *Revue internationale du Travail*, 159 (1): 1-28.
- Davoine, Lucie, Christine Erhel et Mathilde Guergoat-Larivière, 2008. «Évaluer la qualité de l'emploi: les indicateurs de la stratégie européenne pour l'emploi et au-delà», *Revue internationale du Travail*, 147 (2-3): 179-217.
- Dorner, Peter, et Herman Felstehausen. 1970. «La réforme agraire et l'emploi en Colombie», *Revue internationale du Travail*, 102 (3): 245-267.
- Dukes, Ruth, Judy Fudge et Guy Mundlak. 2021. «Introduction: Un siècle de droit du travail dans la *Revue internationale du Travail*», *Revue internationale du Travail*, Collection du centenaire n° 5.
- Eisenberg, Jaci. 2010. «Spies at the ILO», *Friends Newsletter*, 49: 23-28.
- Endres, A. M., et Grant Fleming. 1996. «La politique économique internationale dans l'entre-deux-guerres: l'apport des économistes du BIT», *Revue internationale du Travail*, 135 (2): 225-245.
- Ferdinand-Dreyfus, Jacques. 1924. «Les régimes financiers de l'assurance sociale», *Revue internationale du Travail*, 10 (4): 610-634.
- Folbre, Nancy. 2021. «Introduction: La *Revue internationale du Travail* et l'égalité entre hommes et femmes: l'importance du travail des femmes, rémunéré et non rémunéré», *Revue internationale du Travail*, Collection du centenaire n° 3.
- Gelber, Sylvia M. 1975. «La sécurité sociale et les femmes: une prise de position», *Revue internationale du Travail*, 112 (6): 473-487.
- Ghosh, Jayati, et Uma Rani. 2021. «Introduction: Suivre l'évolution du discours sur le développement dans la *Revue internationale du Travail*», *Revue internationale du Travail*, Collection du centenaire n° 6.
- Gill, Gerard J. 1977. «La révolution verte et la multiplication des tracteurs: quelques remarques», *Revue internationale du Travail*, 115 (3): 401-405.
- Goldberg, Joseph P., et William T. Moye. 1985. *The First Hundred Years of the Bureau of Labor Statistics*. Washington, DC: US Government Printing Office.
- Goldin, Adrián, Paul Osterman, Trilok Singh Papola et Gerry Rodgers. 2007. «Éditorial», *Revue internationale du Travail*, 146 (1-2): 1-2.
- Howcroft, Debra, et Jill Rubery. 2021. «Introduction: Travail et technologie – Réflexion sur un siècle de débat dans la *Revue internationale du Travail*», *Revue internationale du Travail*, Collection du centenaire n° 2.
- Ickes, Harold. 1937. «Les travaux publics aux États-Unis», *Revue internationale du Travail*, 35 (6): 810-844.
- Jensen, Jill. 2011. «From Geneva to the Americas: The International Labor Organization and Inter-American Social Security Standards, 1936–1948», *International Labor and Working-Class History*, 80: 215-240.
- Kanbur, Ravi. 2021. «Introduction: Le débat sur l'informalité dans une série d'articles de la *Revue internationale du Travail*», *Revue internationale du Travail*, Collection du centenaire n° 1.

- Kott, Sandrine. 2008. «Une ‘communauté épistémique’ du social? Experts de l’OIT et internationalisation des politiques sociales dans l’entre-deux-guerres», *Genèses*, 71 (2): 26-46.
- . 2019. «L’OIT: la justice sociale dans un monde global? Une histoire en tension», *International Development Policy/Revue internationale de politique de développement* (en ligne), 11: 21-39. <https://journals.openedition.org/poldev/3139>; DOI: <https://doi.org/10.4000/poldev.3139>.
- . 2021. *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*. Paris: Seuil.
- Kucera, David, et Leanne Roncolato. 2008. «L’emploi informel: deux questions de politique controversées», *Revue internationale du Travail*, 147 (4): 347-377.
- Lansky, Mark, Jayati Ghosh, Dominique Méda et Uma Rani (dir. de publ.). 2017. *Women, Gender and Work: Social Choices and Inequalities*, vol. 2. Genève: BIT.
- Laroque, Pierre. 1948. «De l’assurance sociale à la sécurité sociale: l’expérience française», *Revue internationale du Travail*, 57 (6): 621-649.
- Lee, Eddy. 1980. «L’évolution des idées en matière de développement rural», *Revue internationale du Travail*, 119 (1): 103-121.
- Lee, Sangheon, et Nina Torm. 2017. «Sécurité sociale et résultats des entreprises: l’exemple des PME au Viet Nam», *Revue internationale du Travail*, 156 (2): 207-237.
- Lerner, A. P. 1936. «La théorie générale de M. Keynes sur les rapports entre l’emploi, l’intérêt et la monnaie», *Revue internationale du Travail*, 34 (4): 465-489.
- Lewis, W. Arthur. 1970. «Résumé du débat: les causes du chômage dans les pays peu développés et quelques sujets pour la recherche», *Revue internationale du Travail*, 101 (5): 601-609.
- Locke, Richard, Thomas Kochan, Monica Romis et Fei Qin. 2007. «Au-delà des codes de conduite: l’organisation et les normes du travail chez les fournisseurs de Nike», *Revue internationale du Travail*, 146 (1-2): 21-44.
- Loutfi, Martha F. 1987. «Le développement, oui, mais avec les femmes: plaidoyer pour une action véritable», *Revue internationale du Travail*, 126 (1): 121-136.
- (dir. de publ.). 2001. *Women, Gender and Work: What is Equality and How Do We Get There*. Genève: BIT.
- Margo, Robert. 2011. «The Economic History of the American Economic Review: A Century’s Explosion of Economics Research», *American Economic Review*, 101 (1): 9-35.
- Maul, Daniel. 2019. *L’Organisation internationale du Travail: 100 ans de politique sociale à l’échelle mondiale*. Genève: BIT.
- Méda, Dominique. 2019. «Trois scénarios pour l’avenir du travail», *Revue internationale du Travail*, 158 (4): 689-716.
- Milberg, William, et Deborah Winkler. 2011. «Progrès économique et social dans les réseaux de production mondiaux: problèmes de théorie et de mesure», *Revue internationale du Travail*, 150 (3-4): 373-399.
- Morse, David A. 1949. «Le trentième anniversaire de la fondation de l’Organisation internationale du Travail: 1919-1949», *Revue internationale du Travail*, 60 (6): 613-626.
- . 1968. «Le programme mondial de l’emploi», *Revue internationale du Travail*, 97 (6): 561-569.
- Narayanan, P. P. 1974. «Point de vue d’un syndicaliste sur les problèmes démographiques», *Revue internationale du Travail*, 109 (5-6): 617-630.
- Nussbaum, Martha. 1999. «Femmes et égalité: l’approche fondée sur les capacités», *Revue internationale du Travail*, 138 (3): 247-268.
- Ohlin, Bertil. 1935a. «Le redressement économique et les problèmes de l’emploi en Suède. I», *Revue internationale du Travail*, 31 (4): 531-546.
- . 1935b. «Le redressement économique et les problèmes de l’emploi en Suède. II», *Revue internationale du Travail*, 31 (5): 711-746.

- Palmer, Ingrid. 1977. «La place de la femme dans une stratégie de développement rural axée sur les besoins essentiels», *Revue internationale du Travail*, 115 (1): 105-116.
- Paukert, Felix. 1973. «La répartition du revenu à différents niveaux de développement: quelques aspects concrets», *Revue internationale du Travail*, 108 (2-3): 103-134.
- Phelan, Edward. 1949. «L'O.I.T. au service de la paix», *Revue internationale du Travail*, 59 (6): 663-692.
- Ramsingh, Brigit. 2008a. «The Bulletin Turns 60: The Early Years», *Bulletin of the World Health Organization*, 86 (1): 7-8.
- . 2008b. «The Bulletin at 60: From Scientific Organ to Public Health Journal», *Bulletin of the World Health Organization*, 86 (9): 665-666.
- . 2008c. «The New Bulletin», *Bulletin of the World Health Organization*, 86 (12): 916.
- Rani, Uma, Patrick Belser, Martin Oelz et Setareh Ranjbar. 2013. «Couverture et respect de la législation sur le salaire minimum dans les pays en développement», *Revue internationale du Travail*, 152 (3-4): 411-442.
- Reid, Elizabeth. 1975. «La condition féminine au point mort: des réformes radicales s'imposent», *Revue internationale du Travail*, 111 (6): 501-511.
- RIT (*Revue internationale du Travail*). 1943. «Le rapport de Sir William Beveridge sur l'assurance sociale et les services connexes», 47 (1): 51-67.
- . 1970. «Introduction», 101 (5): 467-472.
- . 1974. Numéro spécial: «Population, main-d'œuvre et politique sociale», 109 (5-6).
- . 1994. «Éditorial», 133 (1): 1-3.
- . 1996. Numéro spécial: «Regards croisés sur le travail et son devenir», 135 (6).
- . 1999. Numéro spécial: «Femmes, genre et travail: parties I et II», 138 (3 et 4).
- . 2009. Numéro spécial: «Bilan de l'expérience néolibérale de l'Amérique latine», 148 (3).
- . 2010a. Numéro spécial: «La crise mondiale», 149 (2).
- . 2010b. Numéro spécial: «Économie mondialisée: qui prend soin de qui?», 149 (4).
- . 2019. Numéro spécial: «L'avenir du travail (première partie): évolution technologique, chaînes d'approvisionnement mondiales et inégalités», 158 (4).
- . 2020. Numéro spécial: «L'avenir du travail (deuxième partie): repenser les institutions pour plus de justice sociale», 159 (1).
- . 2022. Numéro spécial: «Le COVID-19 et le monde du travail (première partie)», 161 (1).
- Rodgers, Gerry. 2021. «Introduction: Changements de perspectives sur la pauvreté et les inégalités: l'apport de la *Revue internationale du Travail*», *Revue internationale du Travail*, Collection du centenaire n° 7.
- , Lee Swepston, Eddy Lee et Jasmien Van Daele. 2009. *L'Organisation internationale du Travail et la quête de la justice sociale, 1919-2009*. Genève: BIT.
- Schmillen, Achim, et Matthias Umkehrer. 2017. «Une jeunesse stigmatisée: l'influence du chômage précoce sur le chômage ultérieur», *Revue internationale du Travail*, 156 (3-4): 517-548.
- Sen, Amartya. 1975. «Emploi, institutions et technologie: quelques problèmes de politique générale», *Revue internationale du Travail*, 112 (1): 50-81.
- Sheehan, Glen, et Mike Hopkins. 1978. «La satisfaction des besoins essentiels: la situation dans le monde en 1970», *Revue internationale du Travail*, 117 (5): 565-585.
- Silver, Hilary. 1994. «Exclusion sociale et solidarité sociale: trois paradigmes», *Revue internationale du Travail*, 133 (5-6): 585-638.
- Singer, Hans, et Richard Jolly. 1973. «Le chômage dans un cadre africain: les leçons d'une mission pour la stratégie de l'emploi au Kenya», *Revue internationale du Travail*, 107 (2): 109-123.
- Stiglitz, Joseph. 2009. «Crise mondiale, emplois et protection sociale», *Revue internationale du Travail*, 148 (1-2): 1-14.

- Supiot, Alain. 2020. «Les tâches de l'OIT à l'heure de son centenaire», *Revue internationale du Travail*, 159 (1): 131-152.
- . 2021. «Le travail n'est pas une marchandise: contenu et sens du travail au XXI<sup>e</sup> siècle», *Revue internationale du Travail*, 160 (1): 1-20.
- Tata, Naval H. 1974. «La question démographique et la planification familiale dans les pays en voie de développement: le rôle des employeurs», *Revue internationale du Travail*, 109 (5-6): 601-616.
- Taylor, J. B., et W. T. Zung. 1923. «L'industrie et la main-d'œuvre en Chine», *Revue internationale du Travail*, 8 (1): 1-21.
- Tejani, Sheba, et Sakiko Fukuda-Parr. 2021. «Effets du COVID-19 sur les travailleurs des chaînes de valeur mondiales: une analyse de genre», *Revue internationale du Travail*, 160 (4): 729-749.
- Teklè, Tzehainesh. 2021. «Éditorial: Se plonger dans le passé – regarder vers l'avenir», *Revue internationale du Travail*, Collection du centenaire 2021.
- Tévoédjré, Albert. 1976. «L'Institut international d'études sociales: plans et perspectives», *Travail et Société*, 1: 3-8.
- Thébaud, Françoise. 2017. *Une traversée du siècle. Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*. Paris: Belin.
- Thibert, Marguerite. 1933a. «Crise économique et travail féminin. I», *Revue internationale du Travail*, 27 (4): 465-493.
- . 1933b. «Crise économique et travail féminin. II», *Revue internationale du Travail*, 27 (5): 647-657.
- Thomas, Albert. 1921. «L'Organisation internationale du Travail: origine, développement, avenir», *Revue internationale du Travail*, 1 (1): 5-22.
- . 1947. *Politique sociale internationale*. Genève: BIT.
- Van Daele, Jasmien, Magaly Rodríguez García, Geerth Van Goethem et Marcel van der Linden (dir. de publ.). 2010. *ILO Histories: Essays on the International Labour Organization and Its Impact on the World During the Twentieth Century*. Berne: Peter Lang.
- Vogel(-Polsky), Éliane. 1975. «La promotion des femmes dans le monde du travail: vue prospective», *Revue internationale du Travail*, 112 (1): 33-50.
- Webb, Mrs Sidney (Beatrice). 1921. «Le mouvement coopératif en Grande-Bretagne et ses progrès récents», *Revue internationale du Travail*, 4 (2): 253-283.
- Williams, Colin C., et Mark A. Lansky. 2013. «L'emploi informel dans les économies développées et en développement: quelles perspectives, quelles interventions?», *Revue internationale du Travail*, 152 (3-4): 383-409.
- Winant, John G. 1939. «L'Organisation internationale du Travail en temps de guerre», *Revue internationale du Travail*, 40 (4): 483-485.
- Zaragori, Aurélien. 2018. «L'Organisation Internationale du Travail et les milieux chrétiens (1919-1969)», thèse de doctorat en histoire. Lyon: Université Jean Moulin. <http://www.theses.fr/2018LYSE3084>.
- Zweig, David. 2006. «La chasse à la matière grise: les stratégies de la Chine pour faire revenir les cerveaux», *Revue internationale du Travail*, 145 (1-2): 75-104.